

1982, chapitre 18

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

Projet de loi n° 46

présenté par M. Jacques Léonard, ministre des Affaires municipales

Première lecture le 19 décembre 1981

Deuxième lecture le 13 mai 1982

Troisième lecture le 9 juin 1982

Sanctionné le 11 juin 1982

Entrée en vigueur: le 11 juillet 1982

Lois modifiées:

Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)

Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84)

Code municipal

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)

Loi constituant le service de police de la Communauté urbaine de Montréal (1971, chapitre 93)

Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la Communauté urbaine de Montréal
(1977, chapitre 71)



CHAPITRE 18

Loi modifiant la Loi sur la
Communauté urbaine de Montréal

[Santionnée le 11 juin 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié:

1° par la suppression des paragraphes *f* et *g*;

2° par la suppression des paragraphes *i* et *j*;

3° par le remplacement du paragraphe *k* par le suivant:

« directeur
de
service ».

« *k*) « directeur de service »: le directeur général, le secrétaire, le trésorier, le directeur du service de l'évaluation, le directeur du service de police ou un directeur de service nommé en vertu de l'article 104 ou 105. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 5, ab.

2. L'article 5 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 7 à 25,
remp.

3. Les articles 7 à 25 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Comité
exécutif.

« **7.** Le comité exécutif se compose de treize membres, dont un président et deux vice-présidents.

Nomina-
tion du
président.

« **8.** Le président est nommé par le Conseil parmi ses membres. Le Conseil peut décréter que le vote pour cette nomination est fait au scrutin secret et en prévoir les modalités.

Vote pour
nomination
du prési-
dent.

Si lors de la première assemblée du Conseil où un vote est pris pour la nomination du président aucun candidat ne recueille la majorité des voix prévue par l'article 53, la nomination est faite à la majorité des deux tiers des voix lors de l'assemblée suivante.

Nomina-
tion par le
gouverne-
ment.

Si aucun candidat ne recueille la majorité des deux tiers des voix lors de cette assemblée, le président peut être nommé par le gouvernement. Celui-ci peut nommer une personne qui n'est pas membre du Conseil.

Défaut du
gouverne-
ment.

Le troisième alinéa n'empêche pas le Conseil de faire la nomination, à la majorité des deux tiers des voix, lors d'une assemblée postérieure à celle mentionnée au deuxième alinéa, si le gouvernement ne l'a pas fait à sa place.

Démission
comme
membre.

«**9.** Après sa nomination et avant son entrée en fonction, le président doit démissionner de son poste de membre du conseil d'une municipalité.

Membre
d'office.

Toutefois, il demeure membre d'office du Conseil.

Comité
exécutif.

«**10.** Les douze autres membres du comité exécutif sont:

1° le président et le vice-président du Conseil; et

2° le président et le vice-président de chacune des commissions visées à l'article 82.

Vice-
présidents.

«**11.** Les vice-présidents du comité exécutif sont nommés par le Conseil parmi les membres visés à l'article 10. L'un doit être choisi parmi les représentants de la ville de Montréal et l'autre parmi ceux des autres municipalités.

Membres
du comité
exécutif.

«**12.** Les membres du comité exécutif entrent en fonction après avoir prêté serment selon la formule suivante:

«Serment d'office

Je soussigné,, jure (ou affirme solennellement)
(prénom et nom)

que j'agirai en ma qualité de membre du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal fidèlement et conformément à la loi. Ainsi Dieu me soit en aide. (Cette dernière phrase est omise dans le cas de l'affirmation solennelle)

Signé:

Assermenté (ou
affirmé) devant moi,
à, ce
(municipalité) (date)

Signé:
(personne autorisée
à recevoir le serment).

Mandat du président. « **13.** La durée du mandat du président du comité exécutif est de quatre ans.

Expiration. Toutefois, s'il est élu ou nommé membre du conseil d'une municipalité avant l'expiration de ces quatre ans, son mandat se termine à la date de cette élection ou nomination.

Renouvellement. Le mandat du président peut être renouvelé sans que celui-ci doive être élu ou nommé membre du conseil d'une municipalité.

Mandat d'un autre membre. « **14.** Le mandat d'un autre membre du comité exécutif dure tant que ce membre est président ou vice-président du Conseil ou d'une commission visée à l'article 82.

Démission. « **15.** En cas de démission d'un membre du comité exécutif, son mandat prend fin à la date de la réception par le secrétaire de la Communauté d'un avis écrit à cet effet signé par le membre.

Démission. La démission d'un membre autre que le président constitue également une démission de son poste de président ou vice-président du Conseil ou d'une commission visée à l'article 82.

Fonction continuée. « **16.** Malgré la fin de son mandat, un membre du comité exécutif reste en fonction jusqu'à ce que son successeur entre en fonction.

Vacance comblée. « **17.** Une vacance au poste de président du comité exécutif est comblée dans les trente jours de la date où elle survient, conformément à l'article 8.

Vice-président. « **18.** Un membre du comité exécutif nommé vice-président le demeure jusqu'à la première des dates suivantes:

1° celle où prend fin son mandat de membre du comité exécutif;

2° celle où le secrétaire de la Communauté reçoit un avis écrit signé par lui annonçant sa démission du poste de vice-président.

Nomination. Le Conseil fait la nomination prévue par l'article 11 dans les trente jours de la date mentionnée au premier alinéa.

Fonction continuée. Malgré le premier alinéa, le vice-président continue d'exercer ses fonctions jusqu'à la nomination de son successeur.

Rémunération, allocation et pension. « **19.** Le président et les vice-présidents ainsi que les autres membres de ce comité ont droit à la rémunération, à l'allocation et à la pension contributoire fixées par règlement du Conseil et payées par la Communauté.

Effet rétroactif. Le règlement fixant la rémunération ou l'allocation peut avoir un effet rétroactif au 1^{er} janvier précédant son entrée en vigueur.

Disposition non applicable. Le règlement fixant la pension ne s'applique pas à une personne qui se prévaut de la section VIII.1 de la Loi sur les régimes de

retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., chapitre R-16).

Rémunération et allocation du président. «**20.** Le président du comité exécutif ne peut recevoir de la Communauté, à titre de rémunération et d'allocation, une somme globale annuelle supérieure à celle que le gouvernement peut fixer par décret.

Publication du décret. Le décret est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier qui précède ou qui suit sa publication, selon ce qui y est prévu.

Allocation du président. «**21.** Le président du comité exécutif ne peut recevoir, à titre d'allocation, une somme globale annuelle supérieure au montant de l'allocation annuelle pour frais de représentation d'un député de l'Assemblée nationale du Québec fixé par la Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre L-1).

Calcul de la pension. «**22.** Les années pendant lesquelles une personne occupe la fonction de président du comité exécutif de la Communauté comptent pour les fins du calcul de la pension payable à cette personne en tant que membre du conseil d'une municipalité conformément à la loi qui régit cette municipalité. Dans ce cas, cette pension est payée conjointement par la municipalité et la Communauté en proportion de la période au cours de laquelle cette personne a occupé la fonction de président du comité exécutif de la Communauté et celle de membre du conseil de la municipalité. La pension est versée aux époques et de la manière que détermine le gouvernement.

Disposition non applicable. Le premier alinéa ne s'applique pas si cette personne se prévaut de la section VIII.1 de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités.

Dépenses autorisées. «**23.** Les dépenses réellement faites par un membre du comité exécutif pour le compte de la Communauté doivent être, dans chaque cas, autorisées au préalable par le comité. Ce dernier approuve leur paiement sur présentation d'un état appuyé de pièces justificatives.

Tarif applicable. «**24.** Le comité exécutif peut établir un tarif applicable aux cas où des dépenses sont occasionnées à un de ses membres pour le compte de la Communauté.

Pièce justificative. Le paiement du montant prévu au tarif pour une dépense visée au premier alinéa est approuvé par le comité sur présentation d'un état appuyé de la pièce justificative exigée par le comité.

Dépenses pour le compte de la Communauté. «**25.** Le Conseil peut prévoir dans le budget de la Communauté des crédits suffisants pour assurer le remboursement d'une catégorie de dépenses que les membres du comité exécutif peuvent

faire pour le compte de la Communauté au cours de l'exercice financier, qu'il s'agisse de dépenses réellement faites ou prévues au tarif.

Autorisation non requise.

Le comité exécutif n'a pas à autoriser au préalable une dépense comprise dans une telle catégorie, si elle n'excède pas le solde des crédits, après soustraction des sommes déjà utilisées ou engagées pour rembourser des dépenses antérieures.

Dépenses imprévues d'administration.

Si les crédits pour un exercice financier ont été entièrement utilisés, le comité exécutif peut approprier aux fins prévues par le présent article tout ou partie du solde des sommes prévues au budget pour couvrir les dépenses imprévues d'administration.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 26, mod.

4. L'article 26 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Directives aux fonctionnaires et employés.

«À ces fins, le comité exécutif peut, de sa propre initiative, prendre toutes les mesures qu'il juge utiles et transmettre aux fonctionnaires et employés de la Communauté les directives appropriées. Il peut, par l'entremise de son président ou vice-président, requérir du directeur général un renseignement dont il a besoin, ou le requérir du directeur du service intéressé si ce dernier n'est pas sous l'autorité du directeur général.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 28, mod.

5. L'article 28 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Pouvoirs du comité exécutif.

«**28.** Le comité exécutif peut, sur rapport du directeur général de la Communauté et du directeur du service intéressé:»;

2° par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

«*i*) aliéner un bien de la Communauté dont la valeur n'excède pas 10 000 \$, selon un rapport du directeur du service de l'évaluation, dans le cas d'un immeuble, ou du directeur du service intéressé, dans le cas d'un meuble;»;

3° par le remplacement, à la fin du paragraphe *k*, du point par un point-virgule;

4° par l'addition, après le paragraphe *k*, des suivants:

«*l*) autoriser la conclusion d'un contrat en vue de permettre à la Communauté de posséder, d'acquérir ou d'utiliser, pendant l'exécution de travaux de sa compétence, une servitude ou un autre droit nécessaire ou utile à cette exécution;

«*m*) radier des livres de comptes de la Communauté une créance irrécouvrable en fait ou en droit, selon un rapport du trésorier.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 29, mod. **6.** L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Adjoint au directeur. «Le titre officiel d'un directeur de service désigne son adjoint ou une autre personne autorisée par le comité exécutif à remplacer le directeur, lorsque cet adjoint ou cette personne agit à la place de ce dernier.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 31,
remp. **7.** L'article 31 de cette loi est remplacé par le suivant:

Crédits à la disposition du comité exécutif. «**31.** Sous réserve d'une disposition contraire de la présente loi, les crédits votés par le Conseil, soit par voie de budget, soit à même les emprunts autorisés, soit autrement, restent à la disposition du comité exécutif qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du Conseil.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 32, mod. **8.** L'article 32 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Dépense dans un cas de force majeure. «Cependant, dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou à détériorer sérieusement les équipements de la Communauté, le comité exécutif peut décréter la dépense qu'il juge nécessaire et octroyer un contrat nécessaire pour remédier à la situation, à la demande écrite de son président ou du directeur général. Le comité doit alors faire au Conseil un rapport motivé, lors de la première assemblée qui suit.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 33, mod. **9.** L'article 33 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Délégation de responsabilité. «Le comité exécutif peut également, avec la même approbation, adopter un règlement édictant des normes administratives, établissant un plan d'organisation des services de la Communauté ou prévoyant les effectifs requis pour la gestion de ces services. Ce règlement peut confier au directeur général, en tout ou en partie, la responsabilité de l'application de ces normes ou de ce plan, ou de l'engagement du personnel dont l'engagement relève de la compétence du comité exécutif. Cette délégation de responsabilité peut être faite au directeur du service intéressé si ce dernier n'est pas sous l'autorité du directeur général.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 35, mod. **10.** L'article 35 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Signature des contrats. «Il signe avec le secrétaire tous les contrats de la Communauté. Toutefois, le comité exécutif peut désigner une autre personne pour signer avec le secrétaire tous les contrats de la Communauté, une catégorie de ceux-ci ou un contrat particulier. Cette personne ne peut signer un contrat que dans le cas où le président et les vice-présidents ne peuvent ou ne veulent pas le faire, dans les circonstances mentionnées à l'article 36.

Suspension
d'un fonctionnaire
ou employé.

Le président du comité exécutif peut suspendre pour cause un fonctionnaire ou employé de la Communauté. Il doit alors faire rapport au comité exécutif lors de la première assemblée qui suit et exposer ses motifs par écrit.

Destitution.

Le fonctionnaire ou employé suspendu cesse dès lors de recevoir son traitement et l'allocation à laquelle il a droit, le cas échéant. La suspension dure jusqu'à l'assemblée suivante du Conseil ou du comité exécutif, selon que l'un ou l'autre a compétence pour destituer le fonctionnaire ou employé ou réduire son traitement.

Autre sanction.

Le Conseil ou le comité exécutif, selon le cas, peut prolonger la suspension ou imposer une autre sanction conformément à la présente loi. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 36,
remp.

11. L'article 36 de cette loi est remplacé par le suivant:

Alternance
des vice-
présidents.

«**36.** Chacun des vice-présidents du comité exécutif, à tour de rôle, est le premier vice-président pour une période de trois mois. Lorsqu'il les nomme, le Conseil détermine lequel est le premier vice-président pour la période initiale de trois mois. L'alternance n'est pas affectée par le remplacement de l'un ou l'autre des vice-présidents.

Remplacement
du président.

Le premier vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir de celui-ci, ou en cas de vacance de son poste s'il ne peut ou ne veut pas continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur.

Remplacement
du premier
vice-président.

En cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir du premier vice-président, ou en cas de vacance de son poste s'il ne peut ou ne veut pas continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur, le second vice-président agit à sa place conformément au deuxième alinéa. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 37,
remp.

12. L'article 37 de cette loi est remplacé par le suivant:

Présidence
des assemblées.

«**37.** Les assemblées du comité exécutif sont présidées par le président de ce comité ou par un de ses vice-présidents dans le cas visé à l'article 36; en cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir de l'un et l'autre, ou en cas de vacance de leurs postes s'ils ne peuvent ou ne veulent pas continuer d'exercer leurs fonctions jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs, les membres présents désignent l'un d'entre eux pour remplacer le vice-président temporairement. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 39,
remp.

13. L'article 39 de cette loi est remplacé par le suivant:

Quorum.

«**39.** Le quorum des assemblées du comité exécutif est de sept membres, dont au moins deux représentants de la ville de Montréal et deux représentants des autres municipalités. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 40.1,
40.2, aj.

14. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 40, des suivants:

Vote
contre dé-
cision du
comité.

«**40.1** Si au moins quatre représentants de la ville de Montréal ou quatre représentants des autres municipalités votent contre une décision affirmative du comité, cette décision n'a pas d'effet jusqu'à l'assemblée suivante du comité.

Nouveau
vote.

La question doit faire à nouveau l'objet d'un vote lors de cette assemblée. Si la décision est confirmée par ce second vote mais que l'opposition mentionnée au premier alinéa est maintenue, la décision n'a pas d'effet jusqu'à l'assemblée suivante du Conseil.

Question
décidée
par le
Conseil.

La question est décidée par le Conseil lors de cette assemblée. À moins que les deux tiers des voix soient négatives, la décision du comité est confirmée et prend effet. Cette confirmation ne confère pas à la décision du comité un effet plus grand que celui qu'elle aurait eu si elle n'avait pas fait l'objet de l'opposition mentionnée au premier alinéa.

Procès-
verbal
d'une as-
semblée.

«**40.2** Le procès-verbal d'une assemblée du comité exécutif doit être approuvé par celui-ci lors d'une assemblée subséquente.

Lecture
non re-
quise.

Toutefois, le comité peut dispenser le secrétaire de la lecture du procès-verbal si chaque membre en a reçu copie avant l'assemblée où il doit être approuvé.

Applica-
tion.

L'article 41 s'applique en l'adaptant à un procès-verbal.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 42, mod.

15. L'article 42 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

Composi-
tion du
Conseil.

«**42.** Le Conseil de la Communauté se compose:

- 1° du président du comité exécutif;
- 2° du maire et des conseillers de la ville de Montréal; et
- 3° d'un délégué de chacune des autres municipalités.

Délégué
d'office.

Dans le cas des municipalités autres que la ville de Montréal, le maire est d'office délégué au conseil de la Communauté. Au cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir du maire, ou en cas de vacance de son poste, le conseil de la municipalité désigne comme délégué un autre de ses membres, par résolution dont copie doit être transmise à la Communauté avant la première assemblée où ce délégué doit siéger; cette désignation est valide tant que dure cette absence, cette incapacité ou ce refus d'agir ou cette vacance, et jusqu'à révocation par le conseil de la municipalité, pourvu que la personne qui en fait l'objet reste membre de ce conseil.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 45, mod.

16. L'article 45 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Proposition
par un
membre.

«À une assemblée régulière du Conseil, un membre peut, à la condition qu'il en ait avisé par écrit le secrétaire de la Communauté en temps utile pour que ce dernier inscrive cette question à l'ordre du jour, proposer que le comité exécutif fasse rapport au Conseil sur une matière de la compétence de ce dernier. Ce membre peut alors exposer les motifs à l'appui de sa proposition et, si celle-ci est appuyée, les autres membres du Conseil ont le même droit de parole sur cette proposition. Si cette proposition est adoptée, le comité exécutif doit faire rapport au Conseil, en vue de l'adoption d'une mesure, lors de la première assemblée régulière qui suit l'expiration d'un délai de soixante jours après l'adoption de la proposition. Cette question fait partie de l'ordre du jour de cette assemblée.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 46,
remp.

17. L'article 46 de cette loi est remplacé par le suivant:

Ordre du
jour.

«**46.** L'ordre du jour de chaque assemblée régulière du Conseil est dressé par le secrétaire de la Communauté et comprend les sujets qui lui sont communiqués en temps utile, ou selon le règlement de régie interne du Conseil, par:

- 1° le comité exécutif;
- 2° le président du comité exécutif;
- 3° une commission;
- 4° un groupe d'au moins quinze membres du Conseil; ou
- 5° un membre du Conseil, conformément à l'article 45.

Discussion.

L'ordre du jour d'une assemblée régulière du Conseil comprend également un sujet dont la loi exige la discussion lors de cette assemblée.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 47, mod.

18. L'article 47 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Assem-
blées spé-
ciales.

«**47.** Les assemblées spéciales du Conseil sont convoquées par le secrétaire de la Communauté à la demande du président du Conseil, du président du comité exécutif, du comité exécutif lui-même, d'une commission ou à la demande écrite d'au moins quinze membres du Conseil. L'avis de convocation mentionne les sujets qui doivent faire l'objet de discussions, selon la demande. Il tient lieu d'ordre du jour.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 48, mod.

19. L'article 48 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Publication
de l'avis.

«Le secrétaire fait publier un avis préalable de la tenue de chaque assemblée du Conseil dans un journal diffusé dans le territoire de la Communauté.».

L.R.Q., c. C-37.2, aa. 50, 51, remp., a. 51.1, aj. Assemblées publiques. Questions orales aux membres.

20. Les articles 50 et 51 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**50.** Les assemblées du Conseil sont publiques.

Une assemblée du Conseil comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres du Conseil.

Règlement.

«**51.** Le Conseil peut adopter un règlement relatif à sa gouverne et à sa régie interne.

Période de questions.

Ce règlement peut notamment prescrire la durée de la période de questions lors d'une assemblée du Conseil, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question.

Quorum.

«**51.1** Le quorum des séances du Conseil est formé par la majorité des membres, dont au moins le tiers des représentants de la ville de Montréal et le tiers de ceux des autres municipalités.».

L.R.Q., c. C-37.2, a. 52, mod.

21. L'article 52 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le président du comité exécutif a une voix.».

Voix du président.

L.R.Q., c. C-37.2, a. 53, remp.

22. L'article 53 de cette loi est remplacé par le suivant:

Décisions à la majorité.

«**53.** Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix. Celle-ci doit comporter à la fois la majorité des voix exprimées par les représentants de la ville de Montréal et celle des voix exprimées par les représentants des autres municipalités.».

L.R.Q., c. C-37.2, a. 55, remp.

23. L'article 55 de cette loi est remplacé par le suivant:

Procès-verbaux du Conseil.

«**55.** Les procès-verbaux des votes et délibérations du Conseil sont inscrits dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire de la Communauté. Ils sont signés par le président du Conseil et par le secrétaire.

Procès-verbal d'une assemblée.

Le procès-verbal d'une assemblée doit être lu lors d'une assemblée subséquente, sauf si une copie en a été remise à chaque membre du Conseil au plus tard lors de la convocation de cette dernière assemblée. Il doit être approuvé par le Conseil lors de cette assemblée.».

L.R.Q., c. C-37.2, a. 56, mod.

24. L'article 56 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

Rémunération et allocation.

«**56.** Le Conseil fixe par règlement la rémunération et l'allocation de ses membres. Cette rémunération et cette allocation sont payées par la Communauté.

Effet
rétroactif. Le règlement peut avoir un effet rétroactif au 1^{er} janvier précédant son entrée en vigueur.

Application. Les articles 23 à 25 s'appliquent à l'égard des membres du Conseil qui ne sont pas membres du comité exécutif.»

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 58, mod. **25.** L'article 58 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par le suivant:

Rapport au
Conseil. «**58.** Un rapport du comité exécutif au Conseil peut être approuvé, rejeté, amendé ou retourné.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 69, mod. **26.** L'article 69 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Infraction
continue. «Si l'infraction à un règlement est continue, il est censé y avoir une infraction séparée pour chaque jour où elle est commise.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 69.1 à
69.4, aj. **27.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 69, des suivants:

Présomp-
tion. «**69.1** Une personne qui sciemment accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider une personne à commettre une infraction, ou qui sciemment conseille à une personne de commettre une infraction, l'y encourage ou l'y incite, est elle-même partie à l'infraction.

Présomp-
tion. «**69.2** Lorsqu'une personne morale ou une association ne possédant pas la personnalité juridique commet une infraction, un administrateur, dirigeant, fonctionnaire, employé ou préposé de cette personne morale ou association qui sciemment prescrit ou autorise la commission de l'infraction ou qui sciemment y consent est réputé être partie à l'infraction.

Présomp-
tion. «**69.3** Lorsque plusieurs personnes forment l'intention commune de commettre une infraction, chacune d'elles est réputée être partie à chaque infraction commise par l'une d'elles dans la poursuite de l'intention commune, si elle savait ou devait raisonnablement savoir que cette infraction serait probablement commise dans la poursuite de l'intention commune.

Présomp-
tion. «**69.4** La personne qui a la responsabilité du contrôle ou de la surveillance d'un endroit, ou qui est propriétaire, locataire ou occupant d'un tel endroit et qui, sciemment, permet ou tolère qu'une infraction y soit commise est partie à cette infraction.

Preuve de
l'infraction
commise. La preuve que l'infraction a été commise par un employé de la personne mentionnée au premier alinéa ou par une autre personne dont la présence est tolérée dans l'endroit fait preuve, en l'absence

d'une preuve contraire, que l'infraction a été commise avec la permission de cette personne.».

L.R.Q., c.
C-37.2, a.
82, remp.,
aa. 82.1 à
82.13, aj.
a. 83,
remp.
Commis-
sions per-
manentes.

28. Cette loi est modifiée par le remplacement des articles 82 et 83 par les suivants:

«**82.** Les commissions permanentes du Conseil suivantes sont constituées:

- 1° la commission de l'aménagement;
- 2° la commission de l'environnement;
- 3° la commission de l'évaluation et des finances;
- 4° la commission de la sécurité publique;
- 5° la commission du transport en commun.

Composi-
tion.

«**82.1** Chacune des commissions de l'aménagement, de l'environnement, de l'évaluation et des finances et du transport en commun est composée d'au plus sept membres, dont un président et un vice-président.

Nomina-
tion des
membres.

Les membres de la commission sont nommés par le Conseil parmi ses membres. Au moins deux d'entre eux doivent être choisis parmi les représentants de la ville de Montréal et au moins deux parmi ceux des autres municipalités.

Commis-
sion de la
sécurité
publique.

«**82.2** La commission de la sécurité publique est composée de sept membres, dont un président et un vice-président.

Nomina-
tion par le
gouverne-
ment.

Un membre de la commission est nommé par le gouvernement. Il reçoit de la Communauté le traitement que fixe le gouvernement. Celui-ci fixe également les autres conditions de travail de ce membre.

Nomina-
tion par le
Conseil.

Les six autres membres de la commission sont nommés par le Conseil parmi ses membres. Trois d'entre eux doivent être choisis parmi les représentants de la ville de Montréal et les trois autres parmi ceux des autres municipalités.

Nomina-
tion du
président
et du vice-
président.

«**82.3** Le Conseil nomme un président et un vice-président de chaque commission parmi les membres de celle-ci représentant une municipalité.

Représen-
tant.

Si le président de la commission est un représentant de la ville de Montréal, le vice-président doit être un représentant d'une autre municipalité, et vice versa.

Cumul
prohibé.

Le président et le vice-président de la commission ne peuvent occuper en même temps un autre poste dont le titulaire est membre du comité exécutif.

- Durée du mandat.** «**82.4** La durée du mandat d'un membre d'une commission est de quatre ans.
- Fonction interrompue.** Toutefois, s'il cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de ces quatre ans, il cesse en même temps d'être membre de la commission.
- Fonction continuée.** Aux fins du deuxième alinéa, une personne ne cesse pas d'être membre du Conseil à l'expiration de son mandat de membre du conseil d'une municipalité si elle est élue à un tel poste lors de l'élection suivante et si cette élection lui permet de redevenir membre du Conseil pour y représenter la même municipalité.
- Démission d'un membre.** «**82.5** En cas de démission d'un membre d'une commission, son mandat prend fin à la date de la réception par le secrétaire de la Communauté d'un avis écrit à cet effet signé par le membre.
- Fonction continuée.** «**82.6** Malgré la fin de son mandat, un membre d'une commission reste en fonction jusqu'à ce que son successeur soit nommé.
- Vacance comblée.** «**82.7** Une vacance à un poste de membre d'une commission est comblée dans les trente jours de la date où elle survient, conformément à l'article 82.1 ou 82.2, selon le cas.
- Mandat du président ou vice-président.** «**82.8** Le président ou le vice-président d'une commission le demeure jusqu'à la première des dates suivantes:
- 1° celle où prend fin son mandat de membre de la commission;
 - 2° celle où il est nommé à un autre poste dont le titulaire est membre du comité exécutif.
- Cessation du mandat.** De plus, le vice-président d'une commission cesse de l'être à la date où le président qui a été nommé en même temps que lui ou qui était en fonction lors de sa nomination cesse d'être président.
- Nomination par le Conseil.** Le Conseil fait la nomination prévue par l'article 82.3 dans les trente jours de la date mentionnée au premier ou deuxième alinéa, selon le cas.
- Fonction continuée.** Malgré les premier et deuxième alinéas, le président ou le vice-président continue d'exercer ses fonctions jusqu'à la nomination de son successeur.
- Fonction de la commission.** «**82.9** Une commission a pour fonction d'étudier toute question touchant le domaine de sa compétence et de faire au Conseil les recommandations qu'elle juge appropriées.
- Exercice.** Elle exerce cette fonction soit à la demande du Conseil ou du comité exécutif, soit de sa propre initiative.

- Recommandations. La commission de la sécurité publique fait au comité exécutif plutôt qu'au Conseil les recommandations qu'elle juge confidentielles. De plus, elle donne au comité exécutif l'avis et l'analyse prévus par l'article 178.1.
- Séance publique. **«82.10** Une séance d'une commission autre que celle de la sécurité publique est publique.
- Nombre. Une commission doit tenir au moins quatre séances au cours de chaque année civile.
- Huis clos. La commission de la sécurité publique peut tenir une séance à huis clos. Toutefois, elle doit tenir au moins deux séances publiques au cours de chaque année civile.
- Président. Le président du comité exécutif peut assister à toute séance d'une commission.
- Avis préalable. Le secrétaire de la Communauté fait publier un avis préalable de la tenue de chaque séance publique d'une commission dans un journal diffusé dans le territoire de la Communauté.
- Questions orales. Une séance publique d'une commission comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres de la commission.
- Devoir du président. **«82.11** Le président d'une commission dirige ses activités et préside ses séances.
- Vice-président. Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir du président, ou en cas de vacance de son poste s'il ne peut ou ne veut pas continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à la nomination de son successeur.
- Désignation d'un président. En cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir de l'un et l'autre, ou en cas de vacance de leurs postes s'ils ne peuvent ou ne veulent pas continuer d'exercer leurs fonctions jusqu'à la nomination de leurs successeurs, les membres présents à une séance de la commission désignent l'un d'entre eux pour présider cette séance.
- Voix. **«82.12** Chaque membre d'une commission a une voix. Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix; en cas d'égalité, la décision est censée rendue dans la négative.
- Rapport. La commission rend compte de ses travaux et de ses décisions au moyen d'un rapport signé par son président ou par la majorité de ses membres.
- Transmission du rapport. Le rapport est transmis au Conseil et une copie au comité exécutif. Toutefois, le rapport contenant les recommandations confidentielles de la commission de la sécurité publique ainsi que l'avis et l'analyse de cette commission prévus par l'article 178.1 sont transmis au comité exécutif.

Effet. «**82.13** Nul rapport d'une commission n'a d'effet s'il n'est ratifié ou adopté par le Conseil, ou par le comité exécutif si l'original du rapport lui est transmis et si la décision recommandée est de sa compétence.

Règlement. «**83.** Le Conseil peut adopter un règlement relatif à la gouverne et à la régie interne d'une commission.

Pouvoirs. Il peut notamment, par ce règlement:

1° prescrire la durée de la période de questions lors d'une séance publique d'une commission, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question; et

2° obliger une commission à lui transmettre chaque année, à l'époque qu'il détermine, un rapport de ses activités au cours du dernier exercice financier.».

L.R.Q., c. C-37.2, aa. 86, 87, remp. **29.** Les articles 86 et 87 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Peines. «**86.** Une personne qui néglige ou refuse de comparaître ou refuse de produire des documents ou d'être interrogée est passible des peines prévues par l'article 69, si elle est trouvée coupable par le tribunal ayant juridiction pour le recouvrement des pénalités édictées par les règlements de la Communauté.

Serment. «**86.1** Le président de la commission est autorisé à faire prêter le serment aux témoins.

Commission permanente ou spéciale. «**87.** En outre des commissions visées à l'article 82, le Conseil peut constituer une commission permanente ou spéciale, composée du nombre de ses membres qu'il fixe.

Membres. Les membres de la commission sont nommés par le Conseil, qui peut les remplacer en tout temps. Le Conseil désigne parmi eux un président et un vice-président.

Fonction de la commission. La commission a pour fonction d'étudier une question déterminée par le Conseil et relevant de la compétence de la Communauté, dans un domaine autre que ceux mentionnés à l'article 82, et de faire au Conseil les recommandations qu'elle juge appropriées.

Dispositions applicables. Les articles 82.10 à 86.1 s'appliquent à la commission, à l'exception des dispositions particulières relatives à la commission de la sécurité publique.».

L.R.Q., c. C-37.2, a. 98, mod. **30.** L'article 98 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Compétence territoriale. «**98.** La compétence du conseil des arts s'étend à toute corporation municipale dont le territoire est situé, en tout ou en partie,

dans un rayon de cinquante kilomètres de la limite territoriale de la Communauté et qui en exprime le désir par résolution de son conseil transmise au secrétaire de la Communauté.»;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Renouvellement tacite.

« Cette résolution reste en vigueur pendant une période de trois ans; elle se renouvelle ensuite par tacite reconduction à tous les trois ans pour une nouvelle période de trois ans, à moins que la corporation municipale n'ait donné au secrétaire de la Communauté un avis à l'effet contraire au moins six mois avant la date d'expiration de la période de trois ans alors en cours. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 99, mod.

31. L'article 99 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Fixation préalable de la contribution.

« Une corporation municipale peut exiger que le comité exécutif fixe à son égard, pour une période de trois ans, la contribution, les modalités et le délai visés au premier alinéa, et ce avant qu'elle ne transmette sa résolution au secrétaire de la Communauté conformément au premier alinéa de l'article 98 ou, le cas échéant, au moins un mois avant l'expiration du délai dont elle bénéficie pour fournir un avis conformément au troisième alinéa de cet article. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 101,
102, remp.

32. Les articles 101 et 102 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Nomination.

« **101.** Le Conseil nomme un président et un vice-président du Conseil parmi ses membres.

Cumul prohibé.

Le président et le vice-président du Conseil ne peuvent occuper en même temps un autre poste dont le titulaire est membre du comité exécutif.

Représentant.

Si le président du Conseil est un représentant de la ville de Montréal, le vice-président doit être un représentant d'une autre municipalité, et vice versa.

Mandat.

« **101.1** Le président ou le vice-président du Conseil est nommé pour une période de quatre ans.

Cessation.

Toutefois, s'il cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de cette période, il cesse en même temps d'être président ou vice-président.

Fonction continuée.

Aux fins du deuxième alinéa, une personne ne cesse pas d'être membre du Conseil à l'expiration de son mandat de membre du conseil d'une municipalité si elle est élue à un tel poste lors de l'élection suivante et si cette élection lui permet de redevenir membre du Conseil pour y représenter la même municipalité.

Cessation. « **101.2** Le président ou le vice-président cesse également de l'être lorsqu'il est nommé à un autre poste dont le titulaire est membre du comité exécutif.

Cessation. De plus, le vice-président cesse de l'être lorsque le président qui a été nommé en même temps que lui ou qui était en fonction lors de sa nomination cesse d'être président.

Démission. « **101.3** En cas de démission, le président ou le vice-président cesse de l'être lors de la réception par le secrétaire de la Communauté d'un avis écrit à cet effet signé par le démissionnaire.

Nomina-
tion. « **101.4** Le Conseil fait la nomination prévue par l'article 101 dans les trente jours qui suivent celui où le président ou le vice-président cesse de l'être.

Fonction
continué. « **101.5** Malgré les articles 101.1 à 101.4, le président ou le vice-président continue d'exercer ses fonctions jusqu'à la nomination de son successeur.

Rémuné-
ration et
allocation
addition-
nelles. « **101.6** Le président et le vice-président du Conseil ont droit à la rémunération et à l'allocation additionnelles fixées par règlement du Conseil et payées par la Communauté.

Effet
rétroactif. Le règlement peut avoir un effet rétroactif au 1^{er} janvier précédant son entrée en vigueur.

Vote. « **101.7** Le président et le vice-président du Conseil peuvent voter comme membres du Conseil, mais n'ont pas de voix prépondérante au cas d'égalité des voix.

Fonctions
du prési-
dent. « **101.8** Le président du Conseil préside les assemblées de celui-ci. Il maintient l'ordre et le décorum pendant ces assemblées. Il peut faire expulser d'une assemblée une personne qui en trouble l'ordre.

Fonctions
du vice-
président. « **102.** Le vice-président du Conseil remplace le président en cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir de celui-ci, ou en cas de vacance de son poste s'il ne peut ou ne veut pas continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à la nomination de son successeur.

Désigna-
tion d'un
président. En cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir de l'un et l'autre, ou en cas de vacance de leurs postes s'ils ne peuvent ou ne veulent pas continuer d'exercer leurs fonctions jusqu'à la nomination de leurs successeurs, les membres présents à une assemblée du Conseil désignent l'un d'entre eux pour présider cette assemblée. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 103,
remp.

Nomina-
tions.

33. L'article 103 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **103.** Le Conseil nomme un directeur général, un secrétaire et un trésorier. Il nomme également, conformément à la Loi sur la

fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), un évaluateur qui est le directeur du service de l'évaluation. Il fait ces nominations sur recommandation du comité exécutif.

Inéligibilité.

Une personne ne peut être nommée à titre permanent pour remplir un poste prévu par le présent article ou par le premier alinéa de l'article 104, ou celui de directeur du service de police, si elle demeure à l'emploi d'une municipalité.

Règlement.

Le Conseil peut, par règlement, définir les fonctions d'une personne occupant un tel poste qui ne sont pas déterminées par la présente loi.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 104,
mod.

34. L'article 104 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Services
de la
Commu-
nauté.

«**104.** Le Conseil peut créer, par règlement, les différents services de la Communauté, dont notamment un service de la promotion économique, et établir le champ de leurs activités; il nomme par résolution les directeurs de ces services, sur recommandation du comité exécutif, et définit leurs fonctions.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 105,
106, remp.

35. Les articles 105 et 106 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Nomina-
tion tem-
poraire.

«**105.** Sous réserve de l'article 193, en cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir d'un directeur de service, ou de vacance de son poste, le comité exécutif peut nommer un directeur de service temporaire.

Destitution
d'un direc-
teur.

«**106.** Sous réserve de l'article 192, le Conseil peut destituer un directeur de service ou réduire son traitement, par un vote de la majorité absolue de toutes les voix des membres du Conseil. Cette majorité doit comporter à la fois la majorité absolue de toutes les voix des représentants de la ville de Montréal et celle de toutes les voix des représentants des autres municipalités.

Destitution
d'un fonc-
tionnaire.

Sous réserve de l'article 198, le comité exécutif peut destituer un autre fonctionnaire ou employé de la Communauté qui n'est pas un salarié au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) et qui occupe son poste depuis au moins six mois, ou réduire son traitement, par un vote de la majorité absolue de toutes les voix des membres du comité.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 108,
remp.,
aa. 108.1 à
108.3, aj.

36. L'article 108 de cette loi est remplacé par les suivants:

Dépenses
de l'appel.

«**108.** Si l'appel est maintenu, la Commission municipale du Québec peut aussi ordonner à la Communauté de payer à l'appelant une somme qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a faites pour cet appel. L'ordonnance à cette fin est homologuée sur

requête de l'appelant à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure, selon leur juridiction respective. L'appelant peut ensuite exécuter le jugement contre la Communauté.

Conflit
d'intérêt.

«**103.1** Aucun fonctionnaire ou employé de la Communauté ne peut, sous peine de déchéance de sa fonction, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de son service.

Exception.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou s'en départisse avec toute la diligence possible.

Immunité.

«**103.2** Les directeurs de services de la Communauté ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Cumul
prohibé.

«**103.3** Un membre du conseil d'une municipalité ne peut occuper un emploi régulier ou permanent pour la Communauté, sous peine de déchéance de sa fonction.

Prohibition.

Si un tel membre occupe un emploi temporaire ou occasionnel, il ne peut siéger au Conseil.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 109,
mod.

37. L'article 109 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit:

Devoirs du
directeur
général.

«**109.** Sous réserve de la présente loi, le directeur général a les attributions et les devoirs qui suivent:»;

2° par le remplacement des paragraphes *a* à *c* du premier alinéa par les suivants:

«*a*) administrer les affaires de la Communauté sous l'autorité du comité exécutif;

«*b*) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité sur les directeurs de services, à l'exception du secrétaire et du directeur du service de police;

«*c*) assurer la liaison entre le comité exécutif et les directeurs de services;»;

3° par le remplacement du paragraphe *h* du premier alinéa par le suivant:

«*h*) obtenir, examiner et présenter au comité exécutif les projets préparés par les directeurs de services, sur des matières qui requièrent l'approbation du comité exécutif ou du Conseil;»;

4° par le remplacement, à la fin du paragraphe *k* du premier alinéa, du point par un point-virgule;

5° par l'insertion, après le paragraphe *k* du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«*l*) assurer la réalisation des plans et des programmes de la Communauté, sous l'autorité du comité exécutif.»;

6° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Communi-
cations.

«Toutes les communications entre le comité exécutif et les fonctionnaires ou employés de la Communauté se font par l'entremise du directeur général, ou du directeur du service intéressé si ce dernier n'est pas sous l'autorité du directeur général.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 110,
mod.

38. L'article 110 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par les suivants:

Force pro-
bante.

«Les procès-verbaux du comité exécutif et du Conseil font preuve de leur contenu s'ils sont approuvés et signés par le secrétaire et par le président de l'assemblée ou, le cas échéant, par une personne désignée selon l'article 41.

Force pro-
bante.

Les documents et copies émanant de la Communauté et faisant partie de ses archives font preuve de leur contenu s'ils sont certifiés conformes par le secrétaire.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 110.1 à
110.3, aj.

39. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 110, des suivants:

Consulta-
tion.

«**110.1** Les livres, registres et documents faisant partie des archives de la Communauté peuvent être consultés durant les heures de bureau par toute personne qui en fait la demande.

Copies.

«**110.2** Le secrétaire est tenu de délivrer à toute personne qui en fait la demande, sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le comité exécutif, des copies ou des extraits des livres, registres ou documents faisant partie des archives de la Communauté.

Tarif.

Le ministre peut établir par décret les honoraires exigibles en vertu du premier alinéa. À compter de la date de ce décret et à l'intérieur du cadre ainsi fixé, le comité exécutif peut édicter le tarif qu'il juge convenable, à défaut de quoi la délivrance de ces documents par le secrétaire est gratuite. À la demande du comité exécutif, le ministre peut autoriser celui-ci à édicter un tarif comportant des honoraires plus élevés que ceux faisant l'objet du décret.

Disposi-
tions non
appli-
cables.

«**110.3** Les articles 110.1 et 110.2 ne s'appliquent pas à tout ou partie d'un livre, registre ou document relatif à une matière ayant fait ou devant faire l'objet d'une discussion lors d'une séance à huis clos de la commission de la sécurité publique.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 112,
remp.

40. L'article 112 de cette loi est remplacé par le suivant:

Prestation
de
serment.

«**112.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les directeurs de services et leurs adjoints sont autorisés à faire prêter le même serment et à recevoir la même affirmation solennelle qu'un commissaire à l'assermentation nommé en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16).».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 113,
mod.

41. L'article 113 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g*) établir et maintenir des caisses de secours ou de retraite ou des régimes de rentes, ou aider à leur établissement et à leur maintien, en faveur de ses fonctionnaires et employés ou de leurs parents et dépendants, et effectuer à leur acquit le paiement de primes, sous réserve de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17) quant aux caisses de retraite et aux régimes de rentes, et avec l'approbation du ministre des Institutions financières et Coopératives sur recommandation du surintendant des assurances, quant aux caisses de secours;».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 115,
mod.

42. L'article 115 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Tunnels.

«Malgré toute disposition contraire, la Communauté peut percer en dessous de tout terrain un tunnel pour ses conduits d'égout ou pour le métro, à plus de quinze ou dix mètres de profondeur respectivement. Dès le début des travaux, sans formalité ni indemnité mais sous réserve d'un recours en dommage, la Communauté devient:

1° propriétaire du volume occupé par le tunnel;

2° propriétaire d'une épaisseur entourant la paroi intérieure bétonnée du tunnel, de deux ou cinq mètres selon qu'il s'agit d'un tunnel d'égout ou de métro; et

3° titulaire d'une servitude légale établie en faveur du volume visé au paragraphe 1° et limitant à 250 kilopascals la contrainte appliquée à la surface supérieure de ce volume, dans le cas d'un tunnel de métro.

Plan enre-
gistré par
dépôt.

Dès le début des travaux, la Communauté avise le propriétaire du terrain de l'existence des travaux et de la teneur du présent article. Dans l'année qui suit la fin des travaux, la Communauté dépose dans ses archives un exemplaire d'un plan certifié conforme par le directeur du service intéressé montrant la projection horizontale de ce tunnel. Elle enregistre ce plan par le dépôt de deux exemplaires au bureau de la division d'enregistrement de l'immeuble affecté et le registrateur doit en faire mention à l'index des immeubles, pour chaque lot ou partie de lot affecté.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 116.1,
aj.

43. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 116, du suivant:

Présomp-
tion.

«**116.1** Aux fins de la Loi sur la fiscalité municipale, un immeuble est réputé appartenir à la Communauté dès que celle-ci en prend possession conformément à la Loi sur l'expropriation.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 118,
remp.

44. L'article 118 de cette loi est remplacé par le suivant:

Réserve
pour fins
publiques.

«**118.** Le secrétaire de la Communauté transmet sans délai à chaque municipalité intéressée une copie certifiée conforme de la résolution adoptée en vertu de l'article 117 ou d'un règlement ou d'une résolution imposant une réserve pour fins publiques en vertu de la Loi sur l'expropriation.».

1969, c. 84,
aa. 106 à
109, ab.

45. Les articles 106 à 109 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84) sont abrogés.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 119,
remp.

46. L'article 119 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est remplacé par le suivant:

Aliénation
de biens
meubles ou
immeubles.

«**119.** La Communauté ne peut aliéner un bien meuble ou immeuble dont la valeur excède 10 000 \$, si ce n'est à l'enchère, par soumissions publiques ou d'une autre façon approuvée par la Commission municipale du Québec.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 121,
remp.,
a. 121.1,
aj.

47. L'article 121 de cette loi est remplacé par les suivants:

Compé-
tence de la
Commu-
nauté.

«**121.** La Communauté possède la compétence prévue par la présente loi sur les matières suivantes:

- 1° l'assainissement de l'atmosphère;
- 2° l'assainissement des eaux;
- 3° la récupération et le recyclage des déchets;
- 4° la santé publique;
- 5° les loisirs et les parcs;
- 6° la police;
- 7° le transport en commun.

Compé-
tence de la
Commu-
nauté.

«**121.1** La Communauté possède en plus la compétence que lui confère une autre loi, notamment sur les matières suivantes:

1° l'adoption d'un schéma d'aménagement de son territoire en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 123,
124,
remp.,
aa. 124.1,
124.2, aj.

2° l'évaluation des immeubles et des places d'affaires de son territoire, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.».

48. Les articles 123 et 124 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Délégation
de pouvoir.

« **123.** Le gouvernement ou l'un de ses ministres ou organismes peut déléguer à la Communauté un pouvoir non discrétionnaire.

Accepta-
tion.

La Communauté peut accepter cette délégation et exercer ce pouvoir.

Entente
avec les
municipa-
lités.

« **124.** Les municipalités qui concluent une entente peuvent y prévoir, avec le consentement de la Communauté, que celle-ci est responsable de l'application de l'entente, plutôt qu'un comité intermunicipal ou qu'une régie intermunicipale, selon le cas. En plus de contenir les éléments exigés par la loi en vertu de laquelle elle est conclue, l'entente doit préciser de façon détaillée les pouvoirs et obligations de la Communauté.

Consente-
ment de la
Commu-
nauté.

Le consentement de la Communauté est donné par règlement du Conseil. Ce règlement est joint à ceux des municipalités qui sont transmis au ministre avec l'entente, pour l'approbation de celle-ci.

Approba-
tion de
l'entente.

Si l'entente est approuvée, la Communauté a les pouvoirs et obligations nécessaires à son application et spécifiés dans celle-ci.

Délégation
de compé-
tence.

« **124.1** La Communauté et une municipalité peuvent conclure une entente, conformément à la loi qui régit cette dernière, par laquelle la Communauté s'engage à fournir un service à la municipalité ou reçoit de celle-ci une délégation de compétence.

Présomp-
tion.

Dans un tel cas, la Communauté est réputée être une corporation municipale aux fins des dispositions de cette loi relatives aux ententes intermunicipales portant sur la fourniture de services ou la délégation de compétence.

Droit de
vote.

Règles
prévues
dans l'en-
tente.

« **124.2** Sauf pour le vote sur le règlement par lequel la Communauté consent à être responsable de l'application d'une entente ou autorise sa conclusion, en vertu respectivement des articles 124 et 124.1, seuls les représentants des municipalités parties à l'entente ont le droit de voter au Conseil sur une question relative à son application.

L.R.Q., c.
C-37.2,
intitulé s.,
sec. 1, sec.
VII, tit. I,
aa. 125,
126, ab.

Les règles de partage des voix entre ces représentants et les autres règles relatives à la prise de décision par le Conseil sont prévues dans l'entente.»

L.R.Q., c.
C-37.2, s.,
sec. 2 à 4,
sec. VII,
tit. I, aa.
128 à 132,
ab.

49. L'intitulé de la sous-section 1 de la section VII du titre I de cette loi et les articles 125 et 126 sont abrogés.

L.R.Q., c.
C-37.2,
intitulé s.,
sec. 5, sec.
VII, tit. I,
remp.

50. Les sous-sections 2, 3 et 4 de la section VII du titre I de cette loi, comprenant les articles 128 à 132, sont abrogées.

51. L'intitulé de la sous-section 5 de la section VII du titre I de cette loi est remplacé par le suivant:

«§1. — Assainissement de l'atmosphère».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 133,
mod.

52. L'article 133 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 8° à 11° par les paragraphes et l'alinéa suivants:

«8° autoriser le directeur du service intéressé ou un autre fonctionnaire qu'elle désigne à cette fin à faire cesser l'émission d'un agent polluant ou une activité s'y rapportant, ou à la faire diminuer dans la mesure qu'il détermine, tant qu'il juge que la présence de cet agent polluant constitue un danger immédiat pour la vie ou la santé des personnes, de la faune ou de la flore;

«9° limiter la période de fonctionnement du moteur d'un véhicule stationné et interdire l'émission de fumées ou d'émanations gazeuses, provenant d'un véhicule, dont l'opacité, le taux ou la concentration excède le degré qu'elle fixe;

«10° autoriser le comité exécutif à édicter une ordonnance pour compléter un règlement adopté en vertu du présent article, laquelle est publiée et entre en vigueur de la même façon qu'un règlement et est censée faire partie du règlement auquel elle se rapporte;

«11° prescrire qu'une infraction à un règlement ou à une ordonnance adopté en vertu du présent article ou à l'article 134 ou 135 entraîne comme pénalité:

a) pour une première infraction, une amende dont le minimum fixé par la Communauté est d'au plus 1 000 \$ et le maximum d'au plus 10 000 \$, avec ou sans frais, un emprisonnement d'au plus trois mois, ou les deux peines à la fois;

b) pour une infraction subséquente commise au cours des 12 mois suivant la commission de l'infraction précédente, une amende dont le minimum fixé par la Communauté est d'au plus 2 000 \$ et le maximum d'au plus 20 000 \$, avec ou sans frais, un emprisonnement d'au moins un mois et d'au plus six mois, ou les deux peines à la fois.

Immunité.

«La Communauté ou le directeur ou fonctionnaire visé au paragraphe 8° du premier alinéa ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte accompli de bonne foi en vertu de ce paragraphe. Une décision prise par le directeur ou le fonctionnaire en vertu de ce paragraphe peut être portée en appel conformément aux articles 96 à 103 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2). Malgré l'appel, la décision demeure exécutoire à moins que la Commission municipale du Québec n'en ordonne autrement conformément à l'article 99 de cette loi.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 134,
135, remp.

53. Les articles 134 et 135 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Droit
d'accès des
fonction-
naires.

«**134.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires et employés de la Communauté chargés de l'application des règlements et ordonnances adoptés en vertu de l'article 133 peuvent pénétrer:

1° dans un endroit où se trouve ou peut se trouver une substance, un appareil, une machine, un ouvrage ou une installation faisant l'objet de ces règlements ou ordonnances; ou

2° dans un endroit où s'exerce ou peut s'exercer une activité faisant l'objet de ces règlements ou ordonnances.

Consulta-
tion.

Ces fonctionnaires ou employés peuvent examiner ces substances, appareils, machines, ouvrages ou installations; ils peuvent aussi exiger la production des livres, registres et documents relatifs aux matières visées par ces règlements ou ordonnances; ils peuvent également exiger tout autre renseignement à ce sujet qu'ils jugent nécessaire ou utile. Une personne doit donner suite à ces demandes.

Manoeuvres
inter-
dites.

«**135.** Nul ne peut entraver un fonctionnaire ou employé visé à l'article 134 dans l'exercice de ses fonctions. Notamment, nul ne peut le tromper ou tenter de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses, ni refuser de lui déclarer ses nom, prénoms et adresse.

Certificat.

Le fonctionnaire ou employé doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité, signé par le directeur du service intéressé.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 136.1,
aj.

54. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 136, du suivant:

Dispense
de caution-
nement.

«**136.1** La Communauté est dispensée de l'obligation de fournir caution lorsqu'elle demande une injonction interlocutoire pour faire cesser la commission d'une infraction à un règlement ou à une ordonnance adopté en vertu de l'article 133 ou à l'article 134 ou 135.».

L.R.Q., c.
C-37.2,
s.-sec. 6
sec. VII,
tit. I,
aa. 137,
138, ab.

55. La sous-section 6 de la section VII du titre I de cette loi, comprenant les articles 137 et 138, est abrogée.

L.R.Q., c.
C-37.2,
intitulé, s.-
sec. 7, sec.
VII, tit. I,
aa. 139 à
151, remp.

56. L'intitulé de la sous-section 7 de la section VII du titre I de cette loi et les articles 139 à 151 sont remplacés par les suivants:

« § 2. — Assainissement des eaux

Interpréta-
tion:

«**139.** Dans la présente sous-section, on entend par:

«eaux
usées»;

1° «eaux usées»: des eaux transportant des déchets provenant de bâtiments, mêlées ou non à des eaux souterraines, de surface ou

d'autres sources, et, à moins que le contexte n'indique le contraire, des eaux pluviales et des eaux souterraines;

«eaux usées industrielles»;

2° «eaux usées industrielles»: des eaux usées transportant des résidus solides, liquides ou gazeux provenant:

a) de procédés ou d'établissements industriels, manufacturiers, commerciaux, institutionnels ou autres de même nature; ou

b) du développement, de la récupération ou de la transformation d'une matière première;

«eaux usées sanitaires»;

3° «eaux usées sanitaires»: des eaux usées provenant des appareils de plomberie d'un bâtiment et qui ne sont pas mêlées à des eaux souterraines, à des eaux de surface ni à des résidus provenant de procédés visés au paragraphe 2°;

«ouvrage d'assainissement».

4° «ouvrage d'assainissement»: un égout, un système d'égouts, une station de pompage d'eaux usées, une usine d'épuration ou un autre ouvrage servant directement ou indirectement à la collecte, à la réception, au transport, au traitement ou à l'évacuation des eaux usées.

Règlement sur normes des travaux.

«140. La Communauté peut, par règlement, établir des normes minimales pour l'ensemble de son territoire relativement aux méthodes d'exécution des travaux d'assainissement des eaux, y compris ceux de construction des ouvrages d'assainissement, et relativement aux matériaux employés dans l'exécution de ces travaux.

Entrée en vigueur.

Un tel règlement oblige toutes les municipalités. Il n'entre en vigueur que sur approbation du ministre de l'Environnement.

Approba-tion de certains projets.

«141. Une municipalité doit soumettre au comité exécutif, pour approbation, tout projet de construction, d'agrandissement ou de modification d'un ouvrage d'assainissement, avant d'adopter la résolution ou le règlement nécessaire à la mise en oeuvre de ce projet.

Délai.

Dans les quinze jours de la réception de cette demande, le comité exécutif doit déterminer si ce projet est de nature purement locale ou s'il a des incidences sur un territoire plus grand que celui de la municipalité.

Incidences intermunicipales.

Si le comité exécutif décide que le projet a des incidences intermunicipales, le Conseil peut, par résolution, sous réserve de l'approbation du sous-ministre de l'Environnement, ordonner les modifications qu'il juge utiles aux plans et devis des travaux projetés et autoriser la municipalité à exécuter ces travaux. À défaut d'entente entre la Communauté et les municipalités intéressées concernant la répartition du coût des travaux, cette répartition est décrétée par le ministre de l'Environnement.

Pouvoirs
restreints.

« **142.** Le ministre ou le sous-ministre de l'Environnement, selon le cas, ne peut, quant aux travaux visés à l'article 140, exercer à l'égard d'une municipalité un pouvoir prévu par l'article 29, 32, 34, 35, 41 ou 43 de la Loi sur la qualité de l'environnement sans avoir appelé le comité exécutif de la Communauté à lui faire les représentations que celui-ci juge appropriées.

Représen-
tations du
comité
exécutif de
la Commu-
nauté.

Lorsqu'il exerce les pouvoirs prévus par l'article 35 de la Loi sur la qualité de l'environnement, le ministre de l'Environnement ordonne l'exécution de travaux intermunicipaux par les municipalités qu'il désigne, à moins que le comité exécutif de la Communauté n'ait indiqué au ministre que celle-ci consent à les exécuter. Dans ce dernier cas, le ministre ne peut en ordonner l'exécution que par la Communauté. Le ministre ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité, périodique ou non, payable par les municipalités pour l'usage des ouvrages ou les services fournis, qu'après avoir appelé le comité exécutif de la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet.

Travaux
permis.

« **143.** Sous réserve de la Loi sur la qualité de l'environnement, la Communauté peut, par règlement, décréter l'exécution, même à l'extérieur de son territoire, de travaux relatifs à des ouvrages d'assainissement desservant ou destinés à desservir plus d'une municipalité.

Réparti-
tion des
dépenses.

Sous réserve du paragraphe 14° de l'article 151.1, les dépenses résultant de l'exécution des travaux visés au premier alinéa et de l'entretien, de la gestion et de l'exploitation des ouvrages visés à cet alinéa sont réparties selon l'article 220, à moins que, à la demande de la Communauté ou d'une municipalité, le ministre de l'Environnement ne fixe lui-même la répartition et le mode de paiement de la quote-part, y compris l'établissement d'une indemnité, périodique ou non, payable pour l'usage des ouvrages ou pour les services fournis par la Communauté.

Acquisition
d'un
ouvrage
d'assainis-
sement.

« **144.** La Communauté peut, par règlement qui entre en vigueur sur approbation de la Commission municipale du Québec et du ministre de l'Environnement, acquérir aux conditions fixées par le règlement, comme partie de son réseau, la propriété d'un ouvrage d'assainissement appartenant à une municipalité et desservant ou destiné à desservir plus d'une municipalité.

Droits
dévolus à
la Commu-
nauté.

« **145.** Lorsqu'une municipalité dont certains ouvrages d'assainissement sont acquis par la Communauté s'était engagée par contrat avec une autre municipalité à recevoir ses eaux usées et que les ouvrages acquis par la Communauté étaient nécessaires à l'exécution de ce contrat, la Communauté est substituée à cette municipalité dans tous les droits et obligations de cette municipalité résultant de ce contrat.

Perte de
compé-
tence.

« **146.** Lorsque tous les équipements ou toutes les usines de traitement des eaux usées d'une municipalité sont acquis par la Communauté, cette municipalité perd sa compétence pour établir de tels équipements ou de telles usines.

Pouvoirs
non
limités.

La présente loi ne limite pas les pouvoirs d'une municipalité de recevoir, conformément aux règlements de la Communauté, les eaux usées provenant de son territoire ou de celui des autres municipalités pour les acheminer vers les ouvrages de la Communauté.

Prohibi-
tion.

« **147.** La Communauté ne peut recevoir directement d'autres personnes que d'une municipalité des eaux usées pour fins de traitement, sauf du consentement de la municipalité intéressée.

Prohibi-
tion.

« **148.** À compter de la date d'entrée en vigueur d'un règlement visé à l'article 144, aucune municipalité ne peut, sans le consentement de la Communauté, recevoir pour fins de traitement des eaux usées en provenance d'une autre municipalité.

Respect
des
contrats
antérieurs.

« **149.** Rien dans l'article 148 n'est censé empêcher une municipalité de recevoir les eaux usées d'une autre municipalité en vertu de contrats antérieurs à la date mentionnée à cet article, si les ouvrages d'assainissement nécessaires pour ce faire n'ont pas été acquis par la Communauté.

Contrat.

« **150.** La Communauté peut s'engager par contrat à recevoir, pour fins de traitement, les eaux usées d'une municipalité qui n'est pas située dans son territoire.

Eaux
usées.

« **151.** La Communauté peut adopter un règlement pour régir la réception des eaux usées dans son territoire.

Règle-
ments.

« **151.1** La Communauté peut, par règlement:

1° prohiber ou réglementer le déversement dans un ouvrage d'assainissement ou dans un cours d'eau d'une substance susceptible, par elle-même ou par réaction avec une autre:

a) d'endommager l'ouvrage, d'affecter son fonctionnement normal, de le surcharger ou de l'obstruer;

b) d'avoir un effet défavorable sur le cours d'eau;

c) de constituer un danger pour la vie ou la santé des personnes, de la faune ou de la flore;

d) de causer un incendie, une explosion ou un autre dommage matériel; ou

e) de constituer une nuisance, par l'émission de gaz toxiques ou malodorants;

2° prescrire des normes quantitatives pour le déversement d'eaux de surface, d'eaux souterraines ou d'eaux usées industrielles dans un ouvrage d'assainissement; interdire ou réglementer ce déversement; imposer des conditions pour contrôler, réduire, régulariser ou étaler de tels déversements;

3° prescrire les limites de l'acidité, de l'alcalinité, de la température, de la demande chimique ou biochimique en oxygène ou de la concentration des huiles, des graisses, des matières en suspension, des matières dissoutes ou des substances toxiques ou préjudiciables à l'environnement; interdire ou réglementer le déversement, dans un ouvrage d'assainissement, d'eaux contenant une substance dont la teneur excède les limites prescrites ou présentant des caractéristiques non conformes à ces limites;

4° réglementer le déversement d'eaux pluviales ou souterraines dans un égout sanitaire et unitaire ou pseudo-séparatif; prohiber le déversement d'eaux usées sanitaires dans un égout pluvial; prescrire des normes de qualité ou de quantité pour le déversement d'eau dans un égout pluvial;

5° réglementer l'élimination des déchets broyés ou des résidus dans un ouvrage d'assainissement; interdire ou réglementer le raccordement direct ou indirect à un tel ouvrage d'un broyeur de déchets ou de résidus;

6° exiger d'une personne qui projette de déverser ou déverse des eaux usées industrielles dans un ouvrage d'assainissement qu'elle obtienne un permis de la Communauté et qu'elle fournisse à cette fin les renseignements prescrits concernant la production faite par cette personne, ses procédés, son utilisation de l'eau, son système de drainage, son mode d'élimination des résidus et le volume et la qualité des eaux qu'elle déverse ou projette de déverser; prescrire les honoraires et les autres conditions et procédures de délivrance et de renouvellement de ce permis, ainsi que les conditions et procédures de sa suspension ou de sa révocation;

7° exiger du requérant d'un permis visé au paragraphe 6°, comme condition de délivrance, de renouvellement ou de conservation de ce permis:

a) la construction d'un regard sur l'égout, conforme aux exigences prescrites, pour permettre l'inspection, l'échantillonnage, la mesure et l'enregistrement de la qualité et du débit des eaux usées déversées;

b) l'installation et le maintien en bon état des équipements et accessoires appropriés pour l'échantillonnage, l'analyse, la mesure et l'enregistrement de la qualité et du débit des eaux usées déversées, conformément aux méthodes prescrites;

c) l'installation et le maintien en bon état des équipements de traitement ou de prétraitement des eaux usées industrielles, pour

régulariser le débit des eaux usées déversées ou pour les rendre conformes aux prescriptions;

d) la soumission à la Communauté, pour approbation, des plans relatifs à l'installation des équipements visés au sous-paragraphe c, ainsi que des procédures d'utilisation de ces équipements;

e) le maintien d'une concentration ou d'une masse moyenne ou maximale de polluants rejetés;

f) la présentation à la Communauté de rapports périodiques de déversement, indiquant le volume et les caractéristiques qualitatives et quantitatives des eaux usées déversées;

8° déterminer la méthode de calcul de la quantité d'eau déversée dans un ouvrage d'assainissement;

9° prescrire les appareils et les méthodes dont l'utilisation est reconnue aux fins d'une analyse, d'un échantillonnage, d'un calcul de concentration et aux autres fins prévues par le présent article;

10° prévoir la révocation ou la suspension du permis visé au paragraphe 6° dans le cas où le titulaire contrevient à un règlement adopté en vertu du présent article;

11° obliger une personne à prendre les moyens nécessaires pour prévenir le déversement dans un ouvrage d'assainissement ou dans un cours d'eau d'une substance préjudiciable aux personnes, à l'ouvrage ou au cours d'eau; obliger une personne à aviser la Communauté d'un tel déversement;

12° obliger une personne qui déverse des eaux usées dans un ouvrage d'assainissement, contrairement à un règlement adopté en vertu du présent article, à rembourser à la Communauté les frais d'entretien ou de réparation de l'ouvrage résultant de ce déversement;

13° réglementer la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation d'un ouvrage d'assainissement et prescrire les mesures susceptibles de prévenir et de contrôler les apports d'eaux parasites par infiltration ou captage;

14° prescrire un tarif pour la fourniture par la Communauté aux municipalités des services de réception des eaux usées;

15° permettre le déversement par une personne, dans un ouvrage d'assainissement de la Communauté, d'eaux usées dont les caractéristiques contreviennent à une norme édictée conformément au paragraphe 2°, 3° ou 4°, moyennant paiement par cette personne d'une redevance que le comité exécutif peut imposer par ordonnance, selon un tarif qu'il établit en fonction du volume des eaux usées déversées, des matières en suspension qu'elles contiennent,

de la demande biochimique ou chimique en oxygène, de la demande en chlore, de la nature de l'agent polluant ou d'un autre critère;

16° prescrire l'utilisation de compteurs et établir les conditions d'un raccordement aux ouvrages d'assainissement de la Communauté, y compris le paiement des frais;

17° prescrire la façon d'éliminer les résidus industriels ou autres qui constituent des agents polluants de l'eau; obliger une personne à éliminer ces agents de la façon prescrite ou approuvée par le directeur du service intéressé;

18° déterminer l'échéancier d'exécution des travaux requis pour la délivrance, le renouvellement ou la conservation d'un permis, en vertu du paragraphe 7°, ou pour la prévention ou la cessation d'une infraction ou d'une nuisance;

19° autoriser le comité exécutif à édicter une ordonnance concernant l'imposition d'honoraires, et l'établissement d'un tarif à cette fin, pour l'utilisation de broyeurs de résidus ménagers, pour la réception et le traitement des résidus ou des boues de fosses septiques, de puisards ou de procédés industriels et pour l'analyse et la mesure du débit des eaux.

Approba-
tion.

« **151.2** Un règlement ou une ordonnance adopté en vertu de l'article 151.1 requiert l'approbation du ministre de l'Environnement.

Publica-
tion.

Une ordonnance ainsi adoptée est publiée et entre en vigueur de la même façon qu'un règlement. Elle est censée faire partie du règlement auquel elle se rapporte.

Droit
d'accès des
fonction-
naires.

« **151.3** Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires et employés de la Communauté chargés de l'application des règlements et ordonnances adoptés en vertu de l'article 151.1 peuvent pénétrer:

1° dans un endroit où se trouve ou peut se trouver une substance, un appareil, une machine, un ouvrage ou une installation faisant l'objet de ces règlements ou ordonnances; ou

2° dans un endroit où s'exerce ou peut s'exercer une activité faisant l'objet de ces règlements ou ordonnances.

Consulta-
tion.

Ces fonctionnaires ou employés peuvent examiner ces substances, appareils, machines, ouvrages ou installations; ils peuvent aussi exiger la production des livres, registres et documents relatifs aux matières visées par ces règlements ou ordonnances; ils peuvent également exiger tout autre renseignement à ce sujet qu'ils jugent nécessaire ou utile. Une personne doit donner suite à ces demandes.

Manoeu-
vres inter-
dites.

« **151.4** Nul ne peut entraver un fonctionnaire ou employé visé à l'article 151.3 dans l'exercice de ses fonctions. Notamment, nul ne

peut le tromper ou tenter de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses, ni refuser de lui déclarer ses nom, prénoms et adresse.

Certificat. Le fonctionnaire ou employé doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité, signé par le directeur du service intéressé.

Infraction et peine. «**151.5** La Communauté peut, par règlement, prescrire qu'une infraction à un règlement ou à une ordonnance adopté en vertu de l'article 151.1, ou à l'article 151.3 ou 151.4, entraîne comme pénalité:

1° pour une première infraction, une amende d'au plus 2 000 \$, avec ou sans frais, un emprisonnement d'au plus un mois, ou les deux peines à la fois;

2° pour une infraction subséquente commise au cours des 12 mois suivant la commission de l'infraction précédente, une amende d'au plus 5 000 \$, avec ou sans frais, un emprisonnement d'au plus trois mois, ou les deux peines à la fois.

Dispense de cautionnement. «**151.6** La Communauté est dispensée de l'obligation de fournir caution lorsqu'elle demande une injonction interlocutoire pour faire cesser la commission d'une infraction à un règlement ou à une ordonnance adopté en vertu de l'article 151.1 ou à l'article 151.3 ou 151.4.».

L.R.Q., c. C-37.2, intitulé s. sec. 8, sec. VII, tit. I, a. 152, remp., aa. 152.1 à 152.4, aj. **57.** L'intitulé de la sous-section 8 de la section VII du titre I de cette loi et l'article 152 sont remplacés par les suivants:

« § 3. — *Récupération et recyclage des déchets*

Pouvoirs de la Communauté. «**152.** La Communauté peut, dans son territoire ou à l'extérieur de celui-ci:

1° établir, posséder et exploiter:

a) un établissement de récupération et de recyclage des déchets;

b) un lieu d'élimination des résidus provenant de l'exploitation de cet établissement ainsi que des déchets possédés par la Communauté en vue de cette exploitation qui ne peuvent être utilisés à cette fin;

c) un lieu d'élimination des résidus provenant de l'exploitation de l'usine d'épuration des eaux usées de la Communauté;

2° réglementer l'utilisation d'un établissement ou d'un lieu visé au paragraphe 1°.

Transport
des
déchets.

« **152.1** La Communauté peut, par règlement, prescrire des règles relatives au transport des déchets entre le lieu de leur enlèvement et l'établissement de récupération et de recyclage.

Règle-
ment.

Elle peut également, par règlement:

1° obliger une personne qui fait le transport visé au premier alinéa à être titulaire d'un permis à cette fin;

2° prescrire les honoraires et les autres conditions et procédures de délivrance et de renouvellement de ce permis, ainsi que les conditions et procédures de sa suspension ou de sa révocation;

3° dans les cas qu'elle détermine, obliger la personne dont les déchets sont transportés à fournir un manifeste de chargement à celle qui les transporte, et obliger cette dernière à conserver ce manifeste en sa possession lors du transport; obliger chacune de ces personnes à tenir un registre des manifestes de chargement qu'elle a fournis ou reçus, selon le cas.

Ordon-
nance.

Le comité exécutif peut, par ordonnance, prescrire la forme et le contenu minimal du manifeste de chargement ou du registre. Cette ordonnance est publiée et entre en vigueur de la même façon qu'un règlement. Elle est censée faire partie du règlement auquel elle se rapporte.

Approba-
tion.

« **152.2** Dès que la Communauté exploite un établissement de récupération et de recyclage des déchets, une municipalité ne peut accorder un contrat pour l'enlèvement des déchets sans que le mode d'élimination de ceux-ci ne soit approuvé par la Communauté.

Opérations
continues.

« **152.3** Une municipalité peut continuer d'exploiter, d'entretenir et de réparer un établissement d'élimination des déchets qui est exploité ou en construction le 11 juillet 1982.

Prohibi-
tion.

Elle ne peut cependant, sans l'autorisation de la Communauté, agrandir un établissement visé au premier alinéa ni en établir un nouveau.

Règlement
de mise à
la disposi-
tion de
centres.

« **152.4** La Communauté peut, par règlement, obliger une municipalité à mettre à la disposition d'une autre un établissement d'élimination des déchets qu'elle exploite, moyennant une compensation fixée par la Communauté et approuvée par la Commission municipale du Québec. ».

L.R.Q., c.
C-37.2,
intitulé, s.
sec. 9, sec.
VII, tit. I,
rempl.

58. L'intitulé de la sous-section 9 de la section VII du titre I de cette loi est remplacé par le suivant:

« § 4. — Santé publique ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 153,
mod.

Publication
de l'ordon-
nance.

59. L'article 153 de cette loi est modifié par le remplacement des septième et huitième alinéas par les suivants:

« Une telle ordonnance est publiée et entre en vigueur de la même façon qu'un règlement et est censée faire partie du règlement auquel elle se rapporte.

Infraction
et peine.

La Communauté peut, par règlement, prescrire qu'une infraction à un règlement ou à une ordonnance adopté en vertu du présent article entraîne comme pénalité:

1° pour une première infraction, une amende d'au plus 2 000 \$, avec ou sans frais, un emprisonnement d'au plus un mois, ou les deux peines à la fois;

2° pour une infraction subséquente commise au cours des 12 mois suivant la commission de l'infraction précédente, une amende d'au plus 5 000 \$, avec ou sans frais, un emprisonnement d'au plus trois mois, ou les deux peines à la fois. ».

L.R.Q., c.
C-37.2,
s.-sec. 10,
sec. VII,
tit. I, aa.
154, 155,
ab.

60. La sous-section 10 de la section VII du titre I de cette loi, comprenant les articles 154 et 155, est abrogée.

L.R.Q., c.
C-37.2,
intitulé s.-
sec. 11,
sec. VII,
tit. I,
rempl.

61. L'intitulé de la sous-section 11 de la section VII du titre I de cette loi est remplacé par le suivant:

« § 5. — Loisirs et parcs ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 157,
mod.

62. L'article 157 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Entretien.

« **157.** La Communauté est chargée de l'entretien et de l'exploitation des parcs et des centres mentionnés dans le règlement visé à l'article 156, ainsi que des autres équipements qu'elle détermine par règlement soumis à l'approbation du ministre. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 158,
rempl.

63. L'article 158 de cette loi est remplacé par le suivant:

Approba-
tion de
projets d'é-
tablis-
sement.

« **158.** Un projet d'établissement par une municipalité d'un parc, d'un centre ou d'un autre équipement de loisirs doit, avant l'adoption de la résolution ou du règlement nécessaire à sa mise en oeuvre, être soumis à l'approbation du comité exécutif avec tous les documents et études à ce sujet possédés par la municipalité. Le comité exécutif ne peut refuser cette approbation que s'il est d'opinion que le projet est à caractère intermunicipal. Il y a appel de cette décision à la Commission municipale du Québec.

Disposition
non appli-
cable.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un projet d'établissement d'un parc dont la superficie, ajoutée s'il y a lieu à celle d'un parc adjacent situé dans le territoire de la municipalité, est inférieure à 20 hectares, et qui n'est pas limitrophe du territoire d'une autre municipalité.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 158.3,
aj.

64. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 158.2 édicté par l'article 110 du chapitre 2 des lois de 1982, du suivant:

Circulation
des bicy-
clettes.

«**158.3** La Communauté peut, par règlement, établir des pistes intermunicipales réservées à la circulation des bicyclettes et en réglementer l'usage.

Approba-
tion du rè-
glement.

À ces fins, elle peut décréter que la chaussée des rues identifiées dans le règlement est réservée en tout ou en partie à la circulation des bicyclettes. Dans un tel cas, le règlement doit recevoir l'approbation du ministre des Transports.

Entente.

La Communauté et une municipalité dans le territoire de laquelle est située une partie d'une piste existante ou projetée peuvent conclure une entente concernant l'aménagement et l'entretien de cette partie de la piste. Une copie de cette entente ou, à défaut, un certificat du secrétaire de la Communauté à l'effet qu'il n'y a pas eu d'entente, doit être annexé au règlement lors de sa transmission au ministre des Transports, le cas échéant.

Pouvoir de
la munici-
palité.

L'établissement d'une piste en vertu du présent article n'enlève pas à une municipalité le pouvoir qu'elle peut avoir d'établir une piste analogue dans son territoire.

«Bicy-
clette».

Aux fins du présent article, le mot «bicyclette» ne comprend pas une bicyclette motorisée.».

L.R.Q., c.
C-37.2,
s.-sec. 12,
13, 14,
sec. VII,
tit. I, aa.
159 à 161,
ab.

65. Les sous-sections 12, 13 et 14 de la section VII du titre I de cette loi, comprenant les articles 159 à 161, sont abrogées.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
intitulé,
sec. VIII,
tit. I,
remp.

66. L'intitulé de la section VIII du titre I de cette loi est remplacé par l'intitulé de sous-section suivant:

« § 6. — *Police* ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 162 à
177, ab.

67. Les articles 162 à 177 de cette loi sont abrogés.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 178 à
182, remp.

68. Les articles 178 à 182 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Autorité
du comité
exécutif.

«**178.** Le comité exécutif exerce à l'égard du service de police de la Communauté, de son directeur et de son personnel la même autorité qu'à l'égard des autres services de la Communauté, de leur directeur et de leur personnel.

Avis préalable à l'exercice des pouvoirs.

« **178.1** Le comité exécutif ne peut exercer les pouvoirs suivants qu'après avoir pris l'avis de la commission de la sécurité publique:

1° la détermination des objectifs du service de police;

2° la détermination du nombre de policiers, de fonctionnaires et d'employés de ce service;

3° la détermination des normes d'embauche du personnel de ce service; et

4° la détermination des conditions de travail des membres du personnel de ce service qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail et l'établissement de leurs plan de retraite, régime de rentes ou fonds de pension.

Analyse du budget.

De plus, il doit faire analyser par la commission de la sécurité publique le budget du service de police préparé par son directeur, avant de l'inclure dans le budget de la Communauté, avec ou sans modification.

Représentations et consultations.

« **179.** La commission de la sécurité publique reçoit les commentaires ou les représentations de toute personne ou de tout groupe de personnes à l'égard des objectifs et de l'administration du service de police et peut procéder aux consultations qu'elle juge appropriées.

Exception.

Toutefois, la commission ne peut procéder à des consultations sur une question qui fait l'objet:

1° d'une enquête de la Commission de police du Québec; ou

2° d'une demande d'enquête à celle-ci, si la Loi de police l'oblige à y donner suite.

Matière disciplinaire.

« **180.** Le comité exécutif statue, en matière disciplinaire, sur recommandation du directeur, à l'égard des policiers qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail, sous réserve du droit d'appel prévu par l'article 79 de la Loi de police.

Immunité.

« **181.** Les membres du comité exécutif ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exécution de leurs fonctions en vertu de la présente sous-section.

Recours prohibés.

« **182.** Sauf s'il est autorisé par le Procureur général, un recours prévu par les articles 33 ou 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé, ni une injonction accordée contre la Communauté ou les membres du comité exécutif en raison des actes de ceux-ci agissant en leur qualité officielle en vertu de la présente sous-section. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 184 à
186, ab.
L.R.Q.,
c. C-37.2,
intitulé,
sec. IX, ab.
L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 188,
mod.
Devoirs.

69. Les articles 184 à 186 de cette loi sont abrogés.

70. L'intitulé de la section IX de cette loi est abrogé.

71. L'article 188 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **188.** Sous réserve de la présente loi, le service de police est chargé, sous l'autorité du directeur et dans le territoire de la Communauté: ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 189,
mod.
Membres
du per-
sonnel.

72. L'article 189 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Sous réserve de la présente loi, les membres du personnel du service de police exercent leurs fonctions sous l'autorité du directeur. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 190,
mod.

73. L'article 190 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Nomina-
tion du
directeur.

« **190.** Le gouvernement nomme le directeur sur la recommandation du ministre de la Justice, qui consulte préalablement le comité exécutif et la commission de la sécurité publique. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 192,
mod.

74. L'article 192 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Destitu-
tion.

« **192.** Malgré les articles 106 à 108, le gouvernement ne peut destituer le directeur que sur la recommandation du ministre de la Justice, lequel doit préalablement prendre l'avis du comité exécutif et de la commission de la sécurité publique qui, à cette fin, entend le directeur. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 194,
remp.
Serments.

75. L'article 194 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **194.** Avant d'entrer en fonction, le directeur prête les serments prévus par les annexes A et B de la Loi de police devant le président du comité exécutif, et un policier du service de police devant le directeur. ».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 195, ab.
L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 196 à
199, remp.
Devoirs.

76. L'article 195 de cette loi est abrogé.

77. Les articles 196 à 199 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **196.** Le directeur doit:

1° soumettre au comité exécutif, à la période fixée par celui-ci mais au moins à tous les deux mois, un rapport de ses activités selon

la forme et les modalités déterminées par le comité exécutif, que le président de celui-ci transmet à la commission de la sécurité publique;

2° fournir au comité exécutif et à la commission de la sécurité publique tous les renseignements nécessaires à l'exercice de leurs fonctions;

3° soumettre au comité exécutif et au ministre de la Justice un rapport circonstancié sur les situations perturbatrices de l'ordre, de la paix et de la sécurité publique ou relativement à la situation de la criminalité;

4° préparer le budget annuel du service et le transmettre au comité exécutif à la date fixée par celui-ci.

Opérations
policières.

«**197.** Sous réserve de la présente loi, le directeur est responsable de la direction du service de police ainsi que de l'organisation et de la conduite de ses opérations policières.

Fonctions
durant
bonne
conduite.

«**198.** Les policiers qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail demeurent en fonction durant bonne conduite et jusqu'à l'âge de la retraite déterminé quant à eux par le comité exécutif après consultation de l'association représentant les membres de l'état-major.

Destitu-
tion.

Malgré les articles 106 à 108, ils ne peuvent être destitués que par le comité exécutif agissant sur la recommandation du directeur, en la manière prévue par l'article 79 de la Loi de police.

Négocia-
tions.

«**199.** Un membre du comité exécutif négocie, sous l'autorité et au nom de celui-ci, la convention collective de travail et le plan de retraite, régime de rentes ou fonds de pension des policiers du service de police.

Commu-
nauté liée.

Une décision de ce membre approuvée par le comité exécutif lie la Communauté.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 200,
mod.

78. L'article 200 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Conditions
de travail.

«**200.** Les conditions de travail des policiers qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail, de même que leurs plan de retraite, régime de rentes ou fonds de pension sont établis suivant le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 178.1.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 201,
mod.

79. L'article 201 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe a du premier alinéa par ce qui suit:

Déontologie et discipline.

«**201.** Le gouvernement peut, sur la recommandation du comité exécutif, adopter un règlement sur la déontologie et la discipline des policiers de la Communauté et visant à:»;

2° par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Délai pour soumettre une recommandation.

«Le gouvernement peut, s'il le juge opportun, fixer un délai au comité exécutif pour lui soumettre une recommandation sur l'un des sujets visés au premier alinéa; il peut procéder à l'adoption d'un règlement si le comité exécutif omet de soumettre sa recommandation dans le délai fixé.

Pouvoirs du gouvernement.

Le gouvernement peut accepter, modifier ou rejeter une recommandation qui lui est soumise par le comité exécutif.».

L.R.Q., c. C-37.2, a. 203, ab.

80. L'article 203 de cette loi est abrogé.

L.R.Q., c. C-37.2, aa. 208.1 à 208.3, aj. Rapport sur la situation financière.

81. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 208, des suivants:

«**208.1** Au plus tard le jour où le budget de la Communauté est soumis au Conseil, le président du comité exécutif fait rapport sur la situation financière de la Communauté, au cours d'une assemblée du Conseil.

Budget et programme d'immobilisations.

Le président traite des derniers états financiers, du dernier rapport du vérificateur et du dernier programme triennal d'immobilisations, des indications préliminaires quant aux états financiers de l'exercice précédant celui pour lequel le prochain budget est fait, et des orientations générales du prochain budget et du prochain programme triennal d'immobilisations.

Rapport du président.

Le texte du rapport du président est distribué gratuitement à chaque adresse dans le territoire de la Communauté. En plus ou au lieu de cette distribution, le Conseil peut décréter que le texte est publié dans un journal diffusé dans ce territoire.

Avis public.

«**208.2** Au moins huit jours avant l'assemblée au cours de laquelle le budget ou le programme triennal d'immobilisations doit être soumis au Conseil, le secrétaire en donne avis public.

Délibérations du Conseil.

Les délibérations du Conseil et la période de questions, lors de cette assemblée, portent exclusivement sur le budget ou le programme triennal.

Distribution ou publication du budget.

«**208.3** Le budget ou le programme triennal adopté, ou un document explicatif de celui-ci, est distribué gratuitement à chaque adresse dans le territoire de la Communauté. En plus ou au lieu de cette distribution, le Conseil peut décréter que le budget ou le programme triennal, ou le document explicatif, est publié dans un journal diffusé dans ce territoire.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 209,
mod.

82. L'article 209 de cette loi est modifié:

1^o par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Prépara-
tion du
budget.

«**209.** Le comité exécutif dresse le budget de la Communauté. Il le dépose au bureau du secrétaire de la Communauté, avec ses recommandations concernant ce budget et celui de la Commission de transport et avec l'analyse du budget du service de police effectuée par la commission de la sécurité publique. Le secrétaire transmet une copie de chaque document ainsi déposé et du budget de la Commission de transport à chaque municipalité et à chaque membre du Conseil, au plus tard le 15 octobre.»;

2^o par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

Paiement
des obliga-
tions de la
Commu-
nauté.

«Le trésorier inclut également dans le certificat visé au deuxième alinéa les crédits nécessaires, au cours du prochain exercice, au paiement des obligations de la Communauté en vertu des conventions collectives alors en vigueur ou en vertu de dispositions législatives ou réglementaires adoptées par le gouvernement du Québec ou du Canada ou un de ses ministres ou organismes.»;

3^o par le remplacement du quatrième alinéa par les suivants:

Dépenses
imprévues.

«Le budget doit également approprier une somme d'au moins 1 1/2% des dépenses de la Communauté pour couvrir les dépenses non prévues au budget, le règlement des réclamations et le paiement des condamnations judiciaires.

Disposi-
tions appli-
cables.

Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas s'appliquent en les adaptant à l'égard du budget de la Commission de transport. Le trésorier de la Communauté prend l'avis de celui de la Commission de transport avant de dresser le certificat visé au deuxième alinéa à l'égard de ce budget.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 210,
ramp.,
a. 210.1,
aj.

83. L'article 210 de cette loi est remplacé par les suivants:

Soumission
des
budgets.
Ajourne-
ment de
l'assem-
blée.

«**210.** Le budget de la Communauté et celui de la Commission de transport sont soumis au Conseil au plus tard le 15 novembre, lors d'une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

Cette assemblée est ajournée aussi souvent que nécessaire. Elle ne peut prendre fin tant que les budgets n'ont pas été adoptés. S'il n'y a pas quorum, l'assemblée est ajournée automatiquement à vingt heures le jour juridique suivant.

Modifica-
tion.
Crédits.

Le Conseil peut, de son propre chef, modifier les budgets.

Le Conseil n'est pas tenu d'adopter simultanément tous les crédits du budget et peut ainsi adopter un crédit distinctement.

Adoption
des
crédits.

Le Conseil peut également, avant le 1^{er} janvier, adopter provisoirement, pour une période de trois mois, un quart d'un crédit

prévu au budget. Il en est de même avant chacune des périodes commençant les 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre. Le Conseil peut adopter ainsi en une seule fois:

1° trois quarts d'un crédit, s'il le fait avant le 1^{er} avril; et

2° deux quarts d'un crédit, s'il le fait avant le 1^{er} juillet.

Présomption.

Si, le 1^{er} janvier, le budget de la Communauté ou de la Commission de transport n'a pas été adopté, le quart de chacun des crédits prévus au budget de l'exercice précédent, à l'exception de ceux mentionnés au septième alinéa, est censé adopté et entre en vigueur. Il en est de même le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre, si à chacune de ces dates le budget n'a pas été adopté.

Exception.

La présomption d'adoption et l'entrée en vigueur prévues par le sixième alinéa ne s'appliquent pas aux crédits prévus au budget de l'exercice précédent qui correspondent:

1° à ceux mentionnés dans le certificat du trésorier visé à l'article 209;

2° à ceux alors adoptés distinctement en vertu du quatrième alinéa; et

3° à ceux dont un quart a alors été adopté en vertu du cinquième alinéa pour la même période de trois mois.

Présomption.

Dans l'hypothèse mentionnée au sixième alinéa, les crédits mentionnés dans le certificat du trésorier visé à l'article 209 et inclus dans le budget à l'étude sont censés adoptés le 1^{er} janvier et entrent alors en vigueur.

Effet rétroactif.

L'adoption, après le 1^{er} janvier, du budget ou de l'un de ses crédits conformément au quatrième alinéa a un effet rétroactif à cette date. Il en est de même des règlements et résolutions qui en découlent.

Dates rem-
placées.

«**210.1** L'année d'une élection générale au conseil de la ville de Montréal, les dates du 15 octobre et du 15 novembre mentionnées au premier alinéa des articles 209 et 210 sont respectivement remplacées par les dates du 15 décembre et du 15 janvier.

Applica-
tion.

Dans un tel cas, les quatre derniers alinéas de l'article 210 s'appliquent.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 211,
mod.

84. L'article 211 de cette loi est modifié par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 212,
remp.,
a. 212.1, aj.
Budget
supplémentaire.

85. L'article 212 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**212.** La Communauté peut, en cours d'exercice, adopter un budget supplémentaire.

Copie aux municipalités. Ce budget est préparé, déposé et transmis selon les règles applicables au budget annuel, en les adaptant. La transmission de la copie du budget aux municipalités et aux membres du Conseil doit être faite au moins quinze jours avant sa soumission au Conseil.

Assemblée spéciale. Le budget supplémentaire est soumis au Conseil lors d'une assemblée spéciale convoquée à cette fin. Cette assemblée peut prendre fin sans que le budget ait été adopté.

Modification. Le Conseil peut, de son propre chef, modifier le budget supplémentaire.

Présomption. Si le budget supplémentaire n'est pas adopté dans les quinze jours qui suivent celui où il est soumis, les crédits mentionnés dans le certificat du trésorier visé à l'article 209 et inclus dans le budget sont néanmoins censés adoptés et entrent en vigueur à l'expiration de ce délai.

Répartition des dépenses. «**212.1** Les dépenses prévues par le budget supplémentaire sont réparties selon l'article 220, en l'adaptant. Toutefois, le potentiel fiscal de chaque municipalité utilisé aux fins de cette répartition est le même que celui utilisé pour la répartition des dépenses prévues par le budget annuel du même exercice.

Quote-part des dépenses. La quote-part de ces dépenses payable par chaque municipalité est exigible à la date fixée par le Conseil en même temps qu'il adopte le budget. À défaut d'une date ainsi fixée, la quote-part est exigible dans les trente jours de l'adoption du budget.

Exigibilité. Malgré le deuxième alinéa, la quote-part des dépenses pour lesquelles des crédits sont censés adoptés en vertu de l'article 212 est exigible dans les trente jours de la date où ils entrent en vigueur.».

L.R.Q., c. C-37.2, a. 213, mod. **86.** L'article 213 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Virement de crédits. «Le comité exécutif peut également virer à un poste de dépenses des crédits mis à sa disposition par le Conseil. Le comité fait rapport d'un tel virement au Conseil lors de l'assemblée régulière qui suit.

Approbation. Un autre virement de crédits requiert l'approbation du Conseil. Celui-ci ne donne cette approbation qu'après avoir obtenu l'avis écrit du directeur du service intéressé.».

L.R.Q., c. C-37.2, a. 214, ab. **87.** L'article 214 de cette loi est abrogé.

L.R.Q., c. C-37.2, aa. 215 à 217, remp. **88.** Les articles 215 à 217 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Certificat du trésorier. «**215.** Aucun règlement ni aucune résolution du Conseil ou du comité exécutif ni aucun rapport de ce dernier qui autorise ou

recommande la dépense de deniers n'a d'effet avant la production d'un certificat du trésorier attestant qu'il y a ou qu'il y aura en temps utile des crédits disponibles pour les fins pour lesquelles cette dépense est projetée.

Subvention.

Dans le cas où le comité exécutif autorise le versement d'une subvention sur recommandation du conseil des arts, le certificat est produit par le trésorier de celui-ci.

Solde d'un crédit.

«**216.** Le solde d'un crédit voté par voie de budget et non entièrement dépensé à la fin d'un exercice financier est périmé, sauf si:

1° une dépense a alors été imputée à ce crédit conformément à l'article 215; ou si

2° le comité exécutif en décide autrement avant le 1^{er} avril qui suit.

Crédit disponible.

Dans le cas visé au paragraphe 1° du premier alinéa, le crédit reste disponible jusqu'à ce que la dépense soit faite ou que le règlement, la résolution ou le rapport l'ayant autorisée ou recommandée soit abrogé. Dans le cas visé au paragraphe 2° du premier alinéa, le crédit reste disponible jusqu'à la date fixée par le comité exécutif.

Appropriation du surplus.

«**217.** La Communauté peut, en cours d'exercice et sur rapport du trésorier, approprier à des dépenses de cet exercice ou d'un exercice postérieur qu'elle détermine un surplus estimé pour l'exercice courant.

Appropriation du surplus.

Elle peut également approprier à des dépenses de l'exercice courant un surplus de l'exercice précédent certifié conforme par son vérificateur.

Budget modifié.

L'appropriation d'un surplus à des dépenses d'un exercice a pour effet de modifier le budget de cet exercice en conséquence.

Surplus ou déficit.

Un autre surplus ou un déficit d'un exercice est porté aux revenus ou aux dépenses de l'exercice qui suit celui au cours duquel le vérificateur fait son rapport pour l'exercice mentionné en premier lieu.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 219,
remp.
Dépenses.

89. L'article 219 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**219.** Le paiement des dépenses de la Communauté, y compris le paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, est garanti par son fonds général.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 220,
mod.

90. L'article 220 de cette loi, modifié par l'article 63 du chapitre 34 des lois de 1980, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° du troisième alinéa par le suivant:

«b) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 1° et 2°.1 de l'article 204 de la loi susmentionnée, à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées;»;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par les suivants:

Détermination de la quote-part des municipalités.

«Dans les quinze jours de l'adoption du budget, le trésorier détermine la quote-part provisoire ou définitive des dépenses prévues à ce budget qui est payable par chaque municipalité, ainsi que le montant de chaque versement, lesquels doivent être égaux sauf le dernier qui peut être un montant moindre. Le présent alinéa s'applique également, dans le cas où le budget n'est pas adopté le 1^{er} janvier de l'exercice financier pour lequel il est fait, à l'égard des crédits adoptés distinctement en vertu du quatrième alinéa de l'article 210 ainsi que des crédits censés adoptés et entrés en vigueur à cette date en vertu du huitième alinéa de cet article.

Quote-part provisoire.

Dans le cas où le budget n'est pas adopté le 1^{er} janvier de l'exercice financier pour lequel il est fait, le trésorier détermine la quote-part provisoire des dépenses pour lesquelles des quarts de crédits sont adoptés ou censés adoptés en vertu du cinquième ou du sixième alinéa de l'article 210. Pour les quarts de crédits adoptés ou censés adoptés les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre, le trésorier détermine la quote-part au plus tard le 15 de chacun de ces mois. La quote-part est payable le 1^{er} des mois de mars, juin, septembre et novembre respectivement. Lorsque le budget est adopté, le quatrième alinéa s'applique, et le trésorier fait les ajustements requis, s'il y a lieu, pour tenir compte des quotes-parts visées au présent alinéa qui ont été payées ou des intérêts produits par ces quotes-parts qui sont en souffrance.»;

3° par la suppression du neuvième alinéa;

4° par le remplacement du dixième alinéa par le suivant:

Avis aux municipalités.

«Dans les dix jours de l'établissement des quotes-parts et des versements, le trésorier doit aviser les municipalités du montant des quotes-parts et des versements payables par chacune d'elles.»;

5° par le remplacement des douzième, treizième, quatorzième et quinzième alinéas par les suivants:

Contestation.

«Même si une municipalité conteste sa quote-part ou un des versements établis par le trésorier, elle est tenue de payer la quote-part ou de faire le versement dans l'intervalle, jusqu'à l'adjudication définitive de sa contestation. À défaut par une municipalité de payer une somme due à la Communauté en vertu du présent article et des articles 212.1, 278 et 279 de la présente loi et 362 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), la Communauté peut, sur résolution du comité exécutif, lui faire adresser une mise en demeure de payer la somme due, dans les 90 jours de l'envoi de

cet avis. À défaut par une municipalité de se conformer à cet avis dans le délai, la Commission municipale du Québec peut, à la demande du comité exécutif, présenter une requête pour faire déclarer cette municipalité en défaut selon la section VI de la Loi sur la Commission municipale.

Réduction
de la
quote-part.

Une réduction de la quote-part d'une municipalité doit, à l'égard de cette municipalité, être appliquée à compter du versement qui suit la date de l'adjudication définitive de sa contestation et l'augmentation correspondante des quotes-parts des autres municipalités doit, à l'égard de ces municipalités, être ajoutée au montant du quatrième versement.

Intérêt sur
montant
rembour-
sable.

Un montant remboursable par la Communauté à une municipalité, en raison d'une différence entre la quote-part provisoire et la quote-part définitive, d'une réduction de la quote-part par suite d'une contestation, d'un écart visé à l'article 279 ou d'un autre ajustement de la quote-part, porte intérêt au taux déterminé en vertu du onzième alinéa à compter de la date d'exigibilité du dernier versement de la quote-part ou de la quote-part entière, selon le cas.

Ajuste-
ment de
quote-part.

Un ajustement de quote-part effectué en vertu du présent article ne constitue pas une dépense ou un revenu additionnel de la Communauté pour l'exercice financier au cours duquel l'ajustement est effectué.

Évalua-
tions fon-
cières et
locatives.

Le directeur du service de l'évaluation dresse, après le dépôt des rôles d'évaluation et de valeur locative, un état des évaluations totales, tant foncières que locatives.

État des
évaluations
totales.

L'état de ces évaluations totales est basé sur les rôles déposés le 15 septembre de chaque année et tenus à jour jusqu'au 15 octobre suivant. Dans le cas où les articles 71 et 72 de la Loi sur la fiscalité municipale s'appliquent, les dates susmentionnées sont modifiées en conséquence. Cet état sert aux fins du deuxième alinéa et ne peut être modifié, sauf si un rôle est cassé ou déclaré nul par un jugement de dernier ressort. Après le dépôt d'un nouveau rôle en remplacement d'un rôle cassé ou déclaré nul, le directeur du service de l'évaluation dresse un nouvel état des évaluations totales, lequel sert à la préparation de nouvelles répartitions en conformité avec le présent article.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 221,
remp.
Taxe géné-
rale ou
spéciale.

91. L'article 221 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**221.** Chaque municipalité peut, aux fins de payer sa quote-part des dépenses de la Communauté, imposer une taxe générale ou spéciale basée sur l'évaluation des immeubles imposables de son territoire, en suivant la procédure prévue à cette fin dans la loi qui la régit.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 223,
mod.

92. L'article 223 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Pro-
gramme
d'immobili-
sations.

«223. La Communauté doit, au plus tard le 30 octobre de chaque année, adopter pour les trois exercices financiers subséquents le programme de ses immobilisations et de celles de la Commission de transport. Chacun de ces programmes est adopté par un règlement dont il fait partie.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 224,
remp.
Emprunt.

93. L'article 224 de cette loi est remplacé par le suivant:

«224. La Communauté peut, avec l'approbation du ministre et de la Commission municipale du Québec, contracter un emprunt pour une fin de sa compétence, selon le mode et aux conditions approuvés par eux. Le terme de cet emprunt ne peut excéder cinquante ans.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 225,
mod.

94. L'article 225 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 3° par le suivant:

Vente par
soumis-
sions.

«Dans le cas de vente par soumissions, celles-ci ne sont pas assujetties aux articles 32 et 120, mais elles sont adressées au trésorier et sont ouvertes par lui en présence du président du comité exécutif ou, dans un cas prévu par l'article 36, en présence d'un vice-président du comité, du directeur général ou de son adjoint. Le trésorier, au nom de la Communauté, fait la vente à celui qui a fait l'offre qu'il juge la plus avantageuse pour la Communauté. Il n'est tenu d'accepter aucune soumission.»;

2° par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 4° par les suivants:

«4° Un prêt peut être consenti à même ce fonds de roulement:

a) pour une fin pour laquelle la Communauté est autorisée à emprunter temporairement;

b) en anticipation de la perception des revenus de la Communauté ou d'une somme qui lui est due; ou

c) pour l'achat de titres en cours de la Communauté qui sont susceptibles de satisfaire aux exigences d'un fonds d'amortissement, à un prix n'excédant pas leur valeur nominale.

Durée du
prêt.

Le terme du prêt ne peut excéder trois ans dans le cas visé au paragraphe a du premier alinéa et un an dans les autres cas.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 226,
remp.
Emprunts.

95. L'article 226 de cette loi est remplacé par le suivant:

«226. Les emprunts de la Communauté sont décrétés par règlement, sauf dans le cas des emprunts par billet dont le terme de remboursement n'excède pas un an; dans ce dernier cas, une résolution suffit.

Règle-
ment.

Il suffit que le règlement mentionne le montant total en principal de l'emprunt qu'il décrète, les fins auxquelles doit servir le produit de l'emprunt et le terme maximum pour lequel il peut être contracté.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 227,
mod.

96. L'article 227 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

Émission
de titres
ou contrat.

«**227.** Lorsqu'un emprunt a été décrété par règlement du Conseil, le comité exécutif peut l'effectuer, par émission de titres ou par contrat, jusqu'à concurrence du montant total en principal mentionné dans le règlement.

Modalités.

Le comité exécutif détermine alors:

1° le taux d'intérêt de l'emprunt ou des titres, ou la façon d'établir ce taux;

2° l'époque à laquelle l'emprunt est effectué;

3° le contenu des titres ou des contrats; et

4° les conditions de l'émission des titres.

Terme de
l'emprunt.

Le comité exécutif peut alors effectuer l'emprunt pour un terme plus court que celui autorisé par règlement du Conseil et déterminer la partie de cet emprunt qui sera renouvelable à échéance et le terme maximum de ce renouvellement.»;

2° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Registre.

«Le comité exécutif peut désigner un endroit hors du Québec où un registre est tenu pour l'immatriculation des titres et désigner une personne autorisée à le tenir.

Rembour-
sement par
anticipa-
tion.
Réglemen-
tation.

Il peut rembourser par anticipation un emprunt ainsi remboursable.

Il peut édicter des règles sur une matière relative aux emprunts de la Communauté que le Conseil, par règlement, le charge de régler.

Approba-
tion.

Une résolution du comité exécutif adoptée en vertu du présent article doit être approuvée par le ministre et la Commission municipale du Québec.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 228,
remp.
Disposi-
tions appli-
cables.

97. L'article 228 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**228.** L'article 7 et les sections V, VI et VIII à X de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7) s'appliquent à la Communauté. Le trésorier ou un autre fonctionnaire désigné à cette fin par le comité exécutif remplit les obligations mentionnées aux articles 24 et 32 de cette loi.

Sceau et
certificat
sur titres.

Le ministre peut faire apposer le sceau et le certificat visés à l'article 12 de cette loi sur un titre émis par la Communauté en vertu d'un règlement approuvé par lui ou par la Commission municipale du Québec. La validité d'un titre portant ce sceau et ce certificat ne peut être contestée.

Disposition
non appli-
cable.

La section IX de cette loi ne s'applique pas à un titre qui n'est pas susceptible d'immatriculation selon les conditions de son émission.

Rembour-
sement ou
rachat par
anticipa-
tion.

Un emprunt de la Communauté ou un titre qu'elle émet peut être remboursé ou racheté par anticipation, à son gré, selon les termes du contrat ou du titre. La date du remboursement ou du rachat par anticipation peut être autre qu'une date de paiement d'intérêt, moyennant le préavis prévu par le contrat ou le titre.»

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 229,
mod.
Détermina-
tion du
montant de
l'emprunt.

98. L'article 229 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Le montant en dollars canadiens d'un emprunt effectué en une autre monnaie est obtenu en multipliant le montant du principal de l'emprunt par la valeur de l'unité de l'autre monnaie par rapport au dollar canadien.

Calcul.

Aux fins du calcul visé au deuxième alinéa, on utilise la valeur de l'unité de l'autre monnaie par rapport au dollar canadien:

1° au moment de la conversion en dollars canadiens de tout ou partie du produit de l'emprunt versé à la Communauté; ou

2° à midi le jour où tout ou partie du produit de l'emprunt est versé à la Communauté, s'il n'est pas converti en dollars canadiens.

Renouvel-
lement
d'un
emprunt.

Lorsque tout ou partie du produit d'un emprunt sert à renouveler un emprunt déjà effectué par la Communauté, pour tout ou partie de son terme non écoulé, le montant servant à ce renouvellement n'est pas soustrait du solde du montant d'emprunt autorisé par le règlement, quelle que soit la valeur de la monnaie en laquelle l'emprunt est effectué.»

L.R.Q., c.
C-37.2, aa.
230, 231,
rempl.,
231.1 à
231.3, aj.
Placements
autorisés.

99. Les articles 230 et 231 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**230.** Les titres émis par la Communauté sont des placements autorisés comme s'ils étaient mentionnés au paragraphe a du premier alinéa de l'article 981o du Code civil.

Obligations
générales
de la
Commu-
nauté et
des munici-
palités.

Les engagements que comportent les titres émis par la Communauté et les contrats conclus par elle constituent des obligations directes et générales de la Communauté et des municipalités et prennent rang concurremment et sans préférence avec les autres obligations générales de la Communauté et des municipalités.

Responsabilité
conjointe
et solidaire.

«**231.** La Communauté et les municipalités sont conjointement et solidairement responsables des obligations contractées par la Communauté envers les possesseurs des titres qu'elle a émis ou envers les personnes qui ont des créances découlant de contrats.

Disposition
non appli-
cable.

«**231.1** Malgré une disposition législative inconciliable, le deuxième alinéa de l'article 228 ne s'applique pas à un titre émis en vertu de l'article 225 ou émis pour effectuer un emprunt temporaire.

Formes
des titres.

«**231.2** Malgré une disposition législative inconciliable, les titres de la Communauté peuvent être émis sous une des formes suivantes ou sous une combinaison de celles-ci:

1° des titres entièrement immatriculés;

2° des titres susceptibles d'immatriculation quant au principal seulement; ou

3° des titres payables au porteur.

Mode de
transfert
ou de né-
gociation.

Le comité exécutif peut prescrire le mode de transfert ou de négociation des titres de la Communauté et les formalités à remplir à cette fin. Toutefois, un titre payable au porteur seulement est négociable par simple livraison et n'est pas susceptible d'immatriculation à moins de stipulation contraire.

Emprunt
dans un
pays
étranger.

«**231.3** Lorsqu'elle effectue un emprunt dans un pays étranger, la Communauté peut élire domicile dans ce pays ou ailleurs, aux fins de recevoir un avis ou un acte de procédure relatif à cet emprunt.

Loi du
pays
étranger.

Dans la même circonstance, la Communauté peut décréter que les titres qu'elle émet ou les contrats qu'elle conclut dans un pays étranger aux fins de l'emprunt sont régis par la loi de ce pays, pourvu que les articles 224 à 232 soient respectés.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 232,
mod.

100. L'article 232 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Signature.

«**232.** Les obligations, billets et autres titres de la Communauté sont signés par le président ou un vice-président du comité exécutif et par le secrétaire ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, par la personne désignée à cette fin par le comité exécutif.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 238,
mod.
Disposi-
tions appli-
cables.
L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 239,
ramp.

101. L'article 238 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Les articles 3 et 4, le premier alinéa de l'article 15 et les articles 23 à 25, 38 et 41 s'appliquent à la Commission, en les adaptant.».

102. L'article 239 de cette loi est remplacé par le suivant:

Droit de
vote.

«**239.** Dans une matière soumise au Conseil relativement à la Commission, les représentants des municipalités du territoire de la Commission ont droit de vote, en plus du président du comité exécutif. Dans le présent titre, le mot «municipalité» signifie une de ces municipalités.

Ville de
Longueuil.

À ces fins seulement, tant que la ville de Longueuil fait partie du territoire de la Commission, elle est représentée au Conseil par un délégué déterminé selon le deuxième alinéa de l'article 42, qui est censé faire partie du Conseil.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 240,
mod.

103. L'article 240 de cette loi est modifié par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

L.R.Q., c.
C-37.2, a.
241,
remp., aa.
241.1 à
241.5, aj.
Nomina-
tion.
Nomina-
tion.

104. L'article 241 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**241.** Le président-directeur général est nommé par le gouvernement.

Les autres commissaires sont nommés par le Conseil. L'un est nommé sur proposition d'un représentant de la ville de Montréal et l'autre sur proposition d'un représentant d'une autre municipalité.

Mandat.

«**241.1** La durée du mandat d'un commissaire est celle fixée par le gouvernement et ne peut excéder cinq ans.

Fin du
mandat.

«**241.2** Malgré la fin de son mandat, un commissaire reste en fonction jusqu'à ce que son successeur soit nommé.

Vacance.

«**241.3** Une vacance à un poste de commissaire est comblée dans les trente jours de la date où elle survient, conformément à l'article 241.

Remplace-
ment tem-
poraire.

«**241.4** En cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir d'un commissaire, ou de vacance de son poste s'il ne peut ou ne veut pas continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à la nomination de son successeur, il peut être remplacé temporairement par une personne nommée de la même façon que lui.

Disposi-
tions non
appli-
cables.

L'article 241.5, le premier alinéa de l'article 242 et le troisième alinéa de l'article 243 ne s'appliquent pas à ce remplaçant temporaire.

Service
exclusif.

«**241.5** Un commissaire doit s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des fonctions propres au poste qu'il occupe; il ne peut avoir aucun autre emploi ou occupation rémunéré.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 242,
mod.

105. L'article 242 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Fonctions
incompatibles.

«**242.** Sont incompatibles avec la fonction de commissaire celles de membre du Conseil ou du conseil d'une municipalité et celles de fonctionnaire ou employé de la Communauté ou d'une municipalité.

Emploi
prohibé.

Un commissaire ne peut occuper un emploi régulier ou permanent pour la Commission, sous peine de déchéance de sa fonction.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 243,
rem.
Rémunération et allocation.

106. L'article 243 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**243.** Le Conseil fixe par règlement la rémunération et l'allocation des commissaires. Cette rémunération et cette allocation sont payées par la Commission à même ses revenus.

Effet
rétroactif.

Le règlement peut avoir un effet rétroactif au 1^{er} janvier précédant son entrée en vigueur.

Pension.

Le Conseil fixe par règlement les règles relatives à la pension des commissaires, qui doit être contributoire. Cette pension est payée par la Commission à même ses revenus.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 249,
mod.

107. L'article 249 de cette loi, modifié par l'article 113 du chapitre 2 des lois de 1982, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Pouvoirs
temporaires.

«Le commissaire qui exerce les pouvoirs du président en vertu du septième ou du huitième alinéa ne le fait que jusqu'à la nomination d'un remplaçant temporaire ou d'un successeur conformément à l'article 241.3 ou 241.4, le cas échéant.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 253,
mod.

108. L'article 253 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Disposi-
tions appli-
cables et
interpréta-
tion.

«**253.** Les articles 69 à 69.4, 110.1, 110.2, 113 à 116, 119, 307 à 309 et 315 s'appliquent à la Commission, en les adaptant. À ces fins, le mot «municipalité» dans un de ces articles signifie une municipalité du territoire de la Commission.»;

2° par le remplacement des paragraphes *d* et *e* du deuxième alinéa par les suivants:

«*d*) adopter des règlements concernant le transport des passagers dans ses véhicules et la conduite des personnes sur ou dans ses propriétés, de façon à assurer au public le confort et la sécurité;

«*e*) organiser, posséder et exploiter un service de transport en commun de passagers:

i. entre un point à l'intérieur de son territoire et l'aéroport international situé à Dorval ou à Mirabel; ou

ii. entre un point ou un aéroport visé au sous-paragraphe i et un aéroport canadien ou américain vers lequel tout ou partie du trafic aérien de l'aéroport mentionné en premier lieu est détourné;».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 254,
255, remp.

109. Les articles 254 et 255 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Approba-
tion.

«**254.** Un règlement de la Commission doit, pour entrer en vigueur, être approuvé par le Conseil.

Soumis-
sions publi-
ques.

«**255.** Un contrat pour l'exécution de travaux, la fourniture de matériel ou de matériaux ou la fourniture de services autres que des services professionnels est adjugé par la Commission après demande de soumissions publiques, conformément à l'article 120 qui s'applique en l'adaptant, lorsque le contrat entraîne une dépense de 25 000 \$ ou plus.

Soumis-
sions.

Lorsqu'il entraîne une dépense supérieure à 5 000 \$ mais inférieure à 25 000 \$, son adjudication doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 258,
mod.

110. L'article 258 de cette loi est modifié par la suppression du huitième alinéa.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 267,
mod.
Approba-
tion des
tarifs.

111. L'article 267 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Pour entrer en vigueur, les tarifs établis par la Commission et applicables dans son territoire, de même que ceux relatifs au service de transport en commun entre un point à l'intérieur de ce territoire et l'aéroport international situé à Mirabel, doivent être approuvés par le Conseil.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 268,
mod.

112. L'article 268 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Décision
révisée.

«**268.** Une décision de la Commission relative aux tarifs de transport, si elle ne nécessite pas l'approbation du Conseil, peut être révisée par la Commission des transports du Québec sur appel de la Communauté, d'une corporation municipale ou d'une personne intéressée.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 273, ab.

113. L'article 273 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 275,
mod.
Disposi-
tions appli-
cables et
interpréta-
tion.

114. L'article 275 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par le suivant:

«**275.** Les articles 116.1, 207, 216 et 221 s'appliquent à la Commission, en les adaptant. À ces fins, le mot «municipalité» dans un

de ces articles signifie une municipalité du territoire de la Commission.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 279,
mod.

115. L'article 279 de cette loi, modifié par l'article 65 du chapitre 34 des lois de 1980, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement des troisième, quatrième et cinquième alinéas par les suivants:

Écart
entre l'es-
timation et
montant
réel du
déficit.

«La somme représentant l'écart, pour un exercice financier donné, entre l'estimation et le montant réel de la partie de déficit visée au premier alinéa, ou entre le montant mentionné dans le certificat visé à l'article 278 et la dépense réelle de la ville de Montréal, est, selon le cas:

1° versée par la Communauté à la Commission ou à la ville, dans les trente jours de la réception par le trésorier de la Communauté d'un certificat du trésorier de la Commission ou du directeur des finances de la ville attestant cet écart; ou

2° remboursée par la Commission ou la ville à la Communauté, lors de la transmission de ce certificat.

Déficit
réparti
entre les
municipali-
tés.

Si la Communauté doit, en vertu du troisième alinéa, verser une somme supérieure à celle qui lui est remboursée, le trésorier de la Communauté répartit l'excédent entre les municipalités, sous réserve du sixième alinéa, au plus tard le 21 décembre de l'exercice en cours. La quote-part est payable par la municipalité le 1^{er} mars de l'exercice suivant.

Avis.

Dans les dix jours de l'établissement des quotes-parts en vertu du quatrième alinéa, le trésorier de la Communauté avise chaque municipalité du montant de sa quote-part.

Surplus.

Le Conseil peut, au plus tard le 21 décembre de l'exercice en cours, approprier un surplus visé à l'article 217 aux fins du paiement de tout ou partie de l'excédent visé au quatrième alinéa.

Excédent
remboursé.

Si la Communauté est, en vertu du troisième alinéa, remboursée d'une somme supérieure à celle qu'elle doit verser, l'excédent est remboursé aux municipalités dans les trente jours de la réception par le trésorier de la Communauté du dernier des certificats visés au paragraphe 1° du troisième alinéa.

Réparti-
tion ou
rembourse-
ment.

La répartition visée au quatrième alinéa ou le remboursement visé au septième alinéa est fait en proportion du potentiel fiscal de chaque municipalité pour l'exercice visé au troisième alinéa.

Budget
modifié.

Les versements, paiements de quotes-parts ou remboursements effectués en vertu du présent article constituent une dépense ou un revenu de la Communauté pour l'exercice financier au cours duquel ils sont effectués. Le budget de cet exercice est censé modifié en conséquence et les crédits correspondants sont censés adoptés.

Territoire
de la ville
de Longueuil.

Jusqu'à ce que les lettres patentes prévues par l'article 300 entrent en vigueur, les données requises aux fins du présent article et des dispositions applicables de l'article 220, quant au territoire de la ville de Longueuil desservi par la Commission de transport, sont établies par le directeur du service de l'évaluation de la Communauté, en ce qui a trait au rôle d'évaluation, au rôle de la valeur locative et à la partie des valeurs foncières ou locatives à inclure pour tenir compte de tout montant ou compensation versé en lieu de taxe foncière ou d'affaires.»;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Quotes-
parts pro-
visoires.

«Dans le cas prévu par le sixième alinéa de l'article 210, l'article 220 s'applique en l'adaptant à l'établissement du montant à répartir entre les municipalités. Le trésorier de la Communauté détermine les quotes-parts provisoires, selon les échéances prévues par cet article, en se basant sur le quart du déficit prévu au budget de l'exercice précédent de la Commission, tant que le budget n'est pas adopté. Il est tenu compte des montants ainsi répartis dans le calcul de l'écart visé au troisième alinéa.».

1969, c. 84,
a. 309, ab.

116. L'article 309 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84) est abrogé.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 280,
281, remp.

117. Les articles 280 et 281 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) sont remplacés par les suivants:

Emprunt
par la
Commis-
sion.

«**280.** La Commission peut, avec l'approbation du ministre, de la Commission municipale du Québec et du Conseil, contracter un emprunt pour une fin de sa compétence, selon le mode et aux conditions approuvés par le ministre et la Commission municipale du Québec. Le terme de cet emprunt ne peut excéder cinquante ans.

Règlement
ou résolu-
tion.

«**281.** Les emprunts de la Commission sont décrétés par règlement, sauf dans le cas des emprunts par billet dont le terme de remboursement n'excède pas un an; dans ce dernier cas, une résolution suffit.

Mentions
au règle-
ment.

Il suffit que le règlement mentionne le montant total du principal de l'emprunt qu'il décrète, les fins auxquelles doit servir le produit de l'emprunt et le terme maximum pour lequel il peut être contracté.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 282,
mod.

118. L'article 282 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

Émission
de titres
ou contrat.

«**282.** Lorsqu'un emprunt a été décrété par règlement, la Commission peut l'effectuer, par émission de titres ou par contrat,

jusqu'à concurrence du montant total en principal mentionné dans le règlement.

Modalités. La Commission détermine alors:

1° le taux d'intérêt de l'emprunt ou des titres, ou la façon d'établir ce taux;

2° l'époque à laquelle l'emprunt est effectué;

3° le contenu des titres ou des contrats; et

4° les conditions de l'émission des titres.

Terme de l'emprunt. La Commission peut alors effectuer l'emprunt pour un terme plus court que celui mentionné dans le règlement et déterminer la partie de cet emprunt qui sera renouvelable à échéance et le terme maximum de ce renouvellement.»;

2° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Registre. «La Commission peut désigner un endroit hors du Québec où un registre est tenu pour l'immatriculation des titres et désigner une personne autorisée à le tenir.

Règles. Elle peut édicter des règles sur une matière relative à ses emprunts.

Approba-
tion. Une résolution de la Commission adoptée en vertu du présent article doit être approuvée par le ministre et la Commission municipale du Québec.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
aa. 283 à
285, remp.

119. Les articles 283 à 285 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Disposi-
tions appli-
cables. «**283.** L'article 7 et les sections V, VI et VIII à X de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires s'appliquent à la Commission. Le trésorier de la Commission ou un autre fonctionnaire désigné à cette fin par elle remplit les obligations mentionnées aux articles 24 et 32 de cette loi.

Sceau et
certificat
sur titres. Le ministre peut faire apposer le sceau et le certificat visés à l'article 12 de cette loi sur un titre émis par la Commission en vertu d'un règlement approuvé par lui ou par la Commission municipale du Québec. La validité d'un titre portant ce sceau et ce certificat ne peut être contestée.

Disposition
inappli-
cable. La section IX de cette loi ne s'applique pas à un titre qui n'est pas susceptible d'immatriculation selon les conditions de son émission.

Rembour-
sement ou
rachat par
anticipa-
tion. Un emprunt de la Commission ou un titre qu'elle émet peut être remboursé ou racheté par anticipation, à son gré, selon les termes du contrat ou du titre. La date du remboursement ou du rachat par

anticipation peut être autre qu'une date de paiement d'intérêt, moyennant le préavis prévu par le contrat ou le titre.

Placements autorisés. «**284.** Les titres émis par la Commission sont des placements autorisés comme s'ils étaient mentionnés au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 981*o* du Code civil.

Obligations directes et générales de la Commission et des municipalités. Les engagements que comportent les titres émis par la Commission et les contrats conclus par elle constituent des obligations directes et générales de la Commission et des municipalités mentionnées aux annexes A et B et prennent rang concurremment et sans préférence avec les autres obligations générales de la Commission et de ces municipalités.

Responsabilité conjointe et solidaire. «**285.** La Commission et ces municipalités sont conjointement et solidairement responsables des obligations contractées par la Commission envers les possesseurs des titres qu'elle a émis ou envers les personnes qui ont des créances découlant de contrats.».

L.R.Q., c. C-37.2, a. 286, mod. **120.** L'article 286 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Détermination du montant de l'emprunt. «Le montant en dollars canadiens d'un emprunt effectué en une autre monnaie est obtenu en multipliant le montant du principal de l'emprunt par la valeur de l'unité de l'autre monnaie par rapport au dollar canadien.

Calcul. Aux fins du calcul visé au deuxième alinéa, on utilise la valeur de l'unité de l'autre monnaie par rapport au dollar canadien:

1° au moment de la conversion en dollars canadiens de tout ou partie du produit de l'emprunt versé à la Commission; ou

2° à midi le jour où tout ou partie du produit de l'emprunt est versé à la Commission, s'il n'est pas converti en dollars canadiens.

Renouvellement d'un emprunt. Lorsque tout ou partie du produit d'un emprunt sert à renouveler un emprunt déjà effectué par la Commission, pour tout ou partie de son terme non écoulé, le montant servant à ce renouvellement n'est pas soustrait du solde du montant d'emprunt autorisé par le règlement, quelle que soit la valeur de la monnaie en laquelle l'emprunt est effectué.».

L.R.Q., c. C-37.2, aa. 286.1 à 286.3, aj. Disposition inapplicable. **121.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 286, des suivants:

«**286.1** Malgré une disposition législative inconciliable, le deuxième alinéa de l'article 283 ne s'applique pas à un titre émis par la Commission pour effectuer un emprunt temporaire.

«**286.2** Malgré une disposition législative inconciliable, les titres de la Commission peuvent être émis sous une des formes suivantes ou sous une combinaison de celles-ci:

Formes des titres.

- 1° des titres entièrement immatriculés;
- 2° des titres susceptibles d'immatriculation quant au principal seulement; ou
- 3° des titres payables au porteur.

Mode de transfert ou de négociation.

La Commission peut prescrire le mode de transfert ou de négociation de ses titres et les formalités à remplir à cette fin. Toutefois, un titre payable au porteur seulement est négociable par simple livraison et n'est pas susceptible d'immatriculation à moins de stipulation contraire.

Emprunt dans un pays étranger.

«**286.3** Lorsqu'elle effectue un emprunt dans un pays étranger, la Commission peut élire domicile dans ce pays ou ailleurs, aux fins de recevoir un avis ou un acte de procédure relatif à cet emprunt.

Loi du pays étranger.

Dans la même circonstance, la Commission peut décréter que les titres qu'elle émet ou les contrats qu'elle conclut dans un pays étranger aux fins de l'emprunt sont régis par la loi de ce pays, pourvu que les articles 280 à 287 soient respectés.»

L.R.Q., c. C-37.2, a. 288, mod.

122. L'article 288 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Copie certifiée conforme du budget et rapports.

«La Commission doit, au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année, transmettre au ministre des Transports et à la Commission des transports du Québec une copie certifiée conforme du budget de l'année courante et du rapport produit par les vérificateurs pour l'exercice financier précédent, accompagnée d'un rapport des activités de la Commission pendant cet exercice financier.»

L.R.Q., c. C-37.2, a. 294, mod.

123. L'article 294 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Responsabilité conjointe et solidaire.

«Malgré la répartition du service de la dette prévue par le présent article, les engagements que comportent les titres émis par la Communauté et les contrats conclus par elle, aux fins de l'extension du métro, constituent des obligations directes et générales de la Communauté et des municipalités mentionnées aux annexes A et B. La Communauté et ces municipalités sont conjointement et solidairement responsables des obligations contractées par la Communauté envers les possesseurs des titres qu'elle a émis ou envers les personnes qui ont des créances découlant de contrats.»;

2° par le remplacement du sixième alinéa par le suivant:

Offre de procéder à l'expropriation.

«Lorsqu'une expropriation est décidée par la Communauté aux fins prévues par le présent article, sauf lorsqu'elle a pour objet une servitude ou un droit qui n'affecte que le sous-sol d'un immeuble ou

lorsqu'une municipalité a déjà manifesté son intention de ne pas exproprier elle-même, la Communauté doit offrir à la municipalité dans laquelle est situé un immeuble ou un droit immobilier touché par cette expropriation projetée de procéder elle-même à l'expropriation, à ses propres frais. Sous réserve du paragraphe *j* du premier alinéa, la Communauté ne peut procéder à l'expropriation que si cette municipalité fait défaut d'accepter par résolution l'offre de la Communauté dans les 90 jours de sa réception.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 296.1,
aj.

124. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 296, du suivant:

Service de
transport
en
commun.

«**296.1** La Communauté peut conclure une entente avec une entreprise de transport en vue de la fourniture d'un service de transport en commun à l'intérieur du territoire de la Commission ou entre un point situé à l'intérieur de ce territoire et un autre situé hors de celui-ci.

Pouvoirs.

La Communauté a tous les pouvoirs nécessaires à l'application de cette entente.».

1969, c. 84,
a. 321,
mod.

125. L'article 321 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), modifié par l'article 36 du chapitre 90 des lois de 1971 et l'article 22 du chapitre 73 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Date
limite.

«**321.** Au plus tard le 1^{er} janvier 1983, la Commission, la Communauté et la ville de Montréal doivent, en collaboration:».

1969, c. 84,
a. 324,
remp.

126. L'article 324 de cette loi, modifié par l'article 23 du chapitre 73 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Adoption
du plan.

«**324.** Le plan doit être adopté par règlement de la Communauté et de la ville de Montréal au plus tard le 15 janvier 1984. Il entre en vigueur après avoir été ratifié par le gouvernement.».

1969, c. 84,
a. 325,
mod.

127. L'article 325 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Représen-
tations.

«La Commission, la Communauté et les municipalités doivent être appelées à faire entendre leurs représentations devant la Commission municipale du Québec et cette dernière doit rendre sa décision dans les trois mois suivant la demande de la partie qui l'a saisie du litige.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 300,
remp.,
a. 300.1,
aj.

128. Les articles 329 à 332 de cette loi sont abrogés.

129. L'article 300 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est remplacé par les suivants:

Longueuil
exclue par
lettres pa-
tentées.

«**300.** Le gouvernement peut, par lettres patentes, sur la recommandation du ministre, distraire du territoire de la Commission celui de la ville de Longueuil.

Entrée en
vigueur.

Ces lettres patentes entrent en vigueur le jour de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Questions
litigieuses.

«**300.1** Le gouvernement peut désigner une personne pour étudier les questions litigieuses entre la Communauté, la Commission, la ville de Longueuil, la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal et les municipalités et organismes aux droits desquels elles ont succédé.

Recom-
manda-
tions.

Cette personne transmet au gouvernement ses recommandations pour la solution de ces questions litigieuses, dans le délai fixé par lui.».

1969, c. 84,
a. 336, ab.

130. L'article 336 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84) est abrogé.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 306,
mod.

131. L'article 306 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Audition et
décision.

«**306. 1.** La Commission municipale du Québec, après avoir entendu la Commission et la municipalité appelante, doit rendre sa décision dans les deux mois qui suivent et en informer toutes les parties.

Quote-part
confirmée
ou modi-
fiée.

Elle peut dans cette décision confirmer la quote-part ou la modifier. Elle ne peut la modifier que si elle comporte un préjudice sérieux pour les contribuables.

Ordon-
nance ho-
mologuée.

Elle peut ordonner le paiement, par la Commission à la municipalité appelante ou vice versa, d'un montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses occasionnées par cet appel. L'ordonnance est homologuée sur requête à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure, selon leur juridiction respective. L'ordonnance homologuée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement de cette cour.

Ordon-
nance
interlocu-
toire.

Elle peut également rendre une ordonnance interlocutoire pour sauvegarder les droits des intéressés pendant l'instance.».

1969, c. 84,
a. 341,
remp.

132. L'article 341 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), modifié par l'article 14 du chapitre 87 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

Réserve
pour fins
publiques.

«**341.** Une municipalité qui impose, proroge ou abandonne une réserve pour fins publiques en vertu de la Loi sur l'expropriation doit faire signifier à la Communauté l'avis prévu par l'article 79

ou 83 de cette loi avant de le faire signifier au propriétaire ou au titulaire de droit réel intéressé.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 311, ab.

133. L'article 311 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est abrogé.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 312.1,
aj.

134. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 312, du suivant:

Exercice
d'un
pouvoir.

«**312.1** Un pouvoir qui peut être exercé par ordonnance du comité exécutif peut l'être également par règlement du Conseil.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 314,
remp.

135. L'article 314 de cette loi est remplacé par le suivant:

Fac-similé
de signature.

«**314.** Le fac-similé de la signature du directeur général, du secrétaire, du trésorier ou du directeur du service de l'évaluation de la Communauté sur un document qu'il est autorisé à signer a le même effet que sa signature elle-même, si l'emploi de ce fac-similé est autorisé par le comité exécutif.

Exception.

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard de l'original d'un règlement, d'une ordonnance ou d'une résolution adoptée par le Conseil ou le comité exécutif.

Disposi-
tions appli-
cables.

Les deux premiers alinéas s'appliquent, en les adaptant, au président-directeur général, au secrétaire et au trésorier de la Commission de transport.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 317,
remp.

136. L'article 317 de cette loi est remplacé par les suivants:

Commu-
nauté
considérée
municipa-
lité au sens
de cer-
taines lois.

«**317.** La Communauté est une municipalité au sens de la Loi sur le ministère des Affaires municipales (L.R.Q., chapitre M-22), de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) et de la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15). Elle est une corporation municipale au sens de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35), du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) et de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., chapitre P-38.1).

Corpora-
tion muni-
cipale.

Elle est également une corporation municipale au sens du paragraphe f de l'article 244 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32).

Disposi-
tions appli-
cables.

Les lois mentionnées au premier alinéa s'appliquent à la Communauté en les adaptant.

Application
de la Loi
sur la pro-
tection des
personnes
et des
biens en
cas de
sinistre.

Notamment, pour l'application de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre:

1° le comité exécutif et son président sont réputés être respectivement le conseil et le maire de la corporation municipale;

2° dès que le comité exécutif ou son président a décrété l'état d'urgence en vertu de cette loi, les fonctionnaires et employés des municipalités visées par ce décret sont sous l'autorité du président du comité exécutif, dans la mesure nécessaire à l'application de cette loi; et

3° le comité exécutif ou son président ne peut décréter l'état d'urgence dans une municipalité que si:

a) cette municipalité et la Communauté ont au préalable conclu une entente quant à leur responsabilité respective pour les dépenses occasionnées par les actes des fonctionnaires et employés de la municipalité, ou si

b) le conseil ou le comité exécutif de la municipalité, ou son maire ou président du comité, demande expressément au comité exécutif de la Communauté ou à son président de décréter l'état d'urgence, auquel cas les dépenses mentionnées au sous-paragraphe a) sont à la charge de la municipalité.

Dispense.

«**317.1** La Communauté est dispensée de l'obligation de contracter l'assurance prévue par l'article 84 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) et l'article 103 de cette loi s'applique à elle.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 320 à
328, ab.

137. Les articles 320 à 328 de cette loi sont abrogés.

L.R.Q., c.
C-37.2, a.
329, remp.

138. L'article 329 de cette loi est remplacé par le suivant:

Poursuite.

«**329.** Une poursuite pour une infraction à la présente loi ou à un règlement, une ordonnance ou une résolution du Conseil, du comité exécutif ou de la Commission de transport est intentée conformément à la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 330,
mod.

139. L'article 330 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Avantages
sociaux
transfé-
rables.

«**330.** Les avantages sociaux accumulés au crédit d'un fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada, d'un gouvernement provincial, d'un de leurs organismes, d'une université située au Québec, d'une municipalité, d'une municipalité scolaire, du Conseil scolaire de l'île de Montréal, de l'Hydro-Québec, de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal, de la Commission de transport de Montréal ou de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, dans une caisse, un plan ou un fonds administré par l'un de ces employeurs, par l'un de ces employeurs et ses employés ou par un tiers pour le compte de ces personnes, sont transférables à la demande du fonctionnaire ou employé qui passe à l'emploi de la Communauté ou de la Commission

de transport ou vice versa, ou à la demande du gouvernement ou de l'organisme intéressé, le tout aux conditions fixées ou approuvées par la Régie des rentes du Québec.

Autres
avantages
sociaux
transfé-
rables.

Les autres avantages sociaux, notamment les jours de vacances et de congé de maladie, au crédit d'un fonctionnaire ou employé d'un gouvernement ou organisme mentionné au premier alinéa qui change d'emploi sont également transférables, pourvu que le changement d'emploi touche la Communauté ou la Commission de transport. Les conditions du transfert de ces avantages sociaux sont celles dont conviennent la Communauté ou la Commission de transport et le gouvernement ou l'autre organisme intéressé.

Application
de l'article.

Le présent article s'applique, en l'adaptant, au transfert des avantages sociaux entre les caisses, plans ou fonds de la Communauté.».

L.R.Q.,
c. C-37.2,
a. 332,
remp.

140. L'article 332 de cette loi est remplacé par le suivant:

Population
d'une mu-
nicipalité
et de la
Commu-
nauté.

«**332.** Aux fins de la présente loi, la population d'une municipalité est celle indiquée au dernier dénombrement reconnu valide par le gouvernement en vertu de la Loi sur les cités et villes ou du Code municipal, selon le cas, et la population du territoire de la Communauté est la somme des populations des municipalités.».

1969, c. 84,
aa. 366 à
369, ab.

141. Les articles 366 à 369 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84) sont abrogés.

1969, c.
84, tit. IV,
aa. 372,
373, ab.

142. Le titre IV de cette loi, comprenant les articles 372 et 373, est abrogé.

L.R.Q.,
c. C-37.2,
Annexes A
et B,
remp.

143. Les annexes A et B de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) sont remplacées par les suivantes:

«ANNEXE A

Territoire de la Communauté

Ville d'Anjou; Ville de Baie d'Urfé; Cité de Beaconsfield; Cité de Côte-Saint-Luc; Ville de Dollard-des-Ormeaux; Cité de Dorval, y compris la ville de l'Île Dorval; Ville de Hampstead; Ville de Kirkland; Ville de Lachine; Ville de La Salle; Ville de Montréal; Ville de Montréal-Est; Ville de Montréal-Nord; Ville de Montréal-Ouest; Ville de Mont-Royal; Ville d'Outremont; Ville de Pierrefonds; Ville de Pointe-aux-Trembles; Ville de Pointe-Claire; Ville de Roxboro; Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue; Ville de Sainte-Geneviève; Ville de Saint-Laurent; Ville de Saint-Léonard; Ville de Saint-Pierre; Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; Village de Senneville; Ville de Verdun; Ville de Westmount.

« ANNEXE B

Territoire de la Commission de transport

Ville d'Anjou; Ville de Baie d'Urfé; Cité de Beaconsfield; Cité de Côte-Saint-Luc; Ville de Dollard-des-Ormeaux; Cité de Dorval; Ville de Hampstead; Ville de Kirkland; Ville de Lachine; Ville de La Salle; Ville de Longueuil; Ville de Montréal; Ville de Montréal-Est; Ville de Montréal-Nord; Ville de Montréal-Ouest; Ville de Mont-Royal; Ville d'Outremont; Ville de Pierrefonds; Ville de Pointe-aux-Trembles; Ville de Pointe-Claire; Ville de Roxboro; Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue; Ville de Sainte-Geneviève; Ville de Saint-Laurent; Ville de Saint-Léonard; Ville de Saint-Pierre; Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; Village de Senneville; Ville de Verdun; Ville de Westmount.».

C.m.,
a. 113a,
mod.

144. L'article 113a du Code municipal, édicté par l'article 43 du chapitre 16 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**113a.** La session du conseil comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres du conseil.».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 322,
mod.

145. L'article 322 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Période de
questions,

«Une séance du conseil comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres du conseil.».

L.R.Q.,
c. A-19.1,
a. 264.1,
aj.

146. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 264, du suivant:

Disposi-
tions appli-
cables.

«**264.1** Le titre préliminaire, les chapitres I, VI et VII du titre I, la section II du chapitre II du titre II, le titre III et le chapitre I du titre IV s'appliquent à la Communauté urbaine de Montréal et aux municipalités qui en font partie, y compris la ville de Montréal, comme si la Communauté constituait une municipalité régionale de comté.

Adapta-
tion.

Les dispositions mentionnées au premier alinéa s'appliquent avec les adaptations suivantes:

1° le secrétaire de la Communauté est réputé être le secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté;

2° le règlement par lequel le conseil de la Communauté adopte, modifie ou révisé son schéma d'aménagement, de même que le

règlement ou la résolution par lequel elle adopte ou modifie son règlement de contrôle intérimaire, sont adoptés à la majorité prévue par les articles 52 et 53 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal;

3° la Communauté doit adopter son schéma d'aménagement au plus tard le 11 juillet 1985;

4° en plus des éléments mentionnés à l'article 5, le schéma d'aménagement de la Communauté doit aussi comprendre les suivants:

a) la densité approximative d'occupation qui est admise dans les diverses parties de son territoire, y compris dans les périmètres d'urbanisation;

b) le tracé approximatif et le type des principales voies de circulation;

5° en plus des éléments mentionnés à l'article 6, le document complémentaire au schéma d'aménagement de la Communauté peut comprendre des normes minimales dont doivent tenir compte les règlements de circulation des municipalités;

6° plutôt que de transmettre par courrier ou d'autrement distribuer à chaque adresse le résumé de la proposition préliminaire d'aménagement, la Communauté peut le faire publier dans un journal diffusé dans son territoire; dans un tel cas, l'avis d'une municipalité sur cette proposition doit être expédié au conseil de la Communauté dans les soixante jours de cette publication;

7° l'avis visé à l'article 16 est donné par le ministre au conseil de la Communauté dans les six mois suivant la réception par le ministre de la résolution d'adoption de la proposition d'aménagement;

8° les assemblées publiques de consultation sur la version définitive du schéma d'aménagement de la Communauté, en vertu de l'article 20, sont tenues par la commission de l'aménagement constituée par l'article 82 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal;

9° le schéma d'aménagement de la Communauté entre en vigueur six mois après son adoption par son conseil, sous réserve des articles 27 à 29; la demande de modification du schéma prévue par l'article 27 peut être faite dans les six mois de son adoption;

10° un règlement de circulation d'une municipalité dont le territoire est compris dans celui de la Communauté doit être conforme aux objectifs du schéma d'aménagement de celle-ci et aux dispositions du document complémentaire au schéma; les articles 34, 36 à 45, 57, 59, 60, 221 à 226 et 240 s'appliquent, en les adaptant, à l'égard d'un tel règlement;

11° l'avis du conseil de la Communauté prévu par l'article 46 ou 74, concernant l'opportunité d'un règlement d'emprunt d'une municipalité, doit être transmis à celle-ci dans les soixante jours de l'adoption du règlement;

12° malgré l'article 61, l'interdiction de toute nouvelle utilisation du sol, construction ou opération cadastrale ou de tout morcellement de lot fait par aliénation dans le territoire d'une municipalité compris dans celui de la Communauté est levée, moyennant la délivrance d'un permis par le fonctionnaire désigné par la municipalité:

a) soit lorsque l'utilisation du sol, la construction, l'opération cadastrale ou le morcellement projeté a déjà fait l'objet, avant l'entrée en vigueur de la résolution prévue à l'article 4, de toutes les autorisations requises par la municipalité et que l'utilisation du sol ou la construction débute dans les six mois de l'entrée en vigueur de cette résolution ou que l'opération cadastrale ou le morcellement est effectué dans le même délai,

b) soit lorsque sont réunies les deux conditions suivantes:

i. les services d'aqueduc et d'égout ayant fait l'objet d'une autorisation ou d'un permis délivré en vertu de la loi sont déjà installés dans la rue en bordure de laquelle l'utilisation du sol, la construction, l'opération cadastrale ou le morcellement est projeté, ou le règlement décrétant leur installation est en vigueur;

ii. le terrain sur lequel ou à l'égard duquel l'utilisation du sol, la construction, l'opération cadastrale ou le morcellement doit être effectué est adjacent à une rue publique;

13° le règlement du gouvernement adopté en vertu du paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 241, de même que le deuxième alinéa de cet article, ne s'appliquent pas aux membres du conseil de la Communauté.

Ville de
Montréal,
adoption
ou modification
d'un
règlement.

Malgré le premier alinéa, la ville de Montréal n'est pas tenue d'adopter un plan d'urbanisme ni un règlement que sa charte ne lui donne pas le pouvoir d'adopter. Si par l'application d'une disposition mentionnée au premier alinéa, cette ville doit adopter ou modifier un règlement que sa charte lui donne le pouvoir d'adopter ou de modifier, cette adoption ou modification est faite selon cette charte et selon les dispositions mentionnées au premier alinéa. Dans celles-ci, un renvoi à une autre disposition de la présente loi est censé être, quant à cette ville, un renvoi à la disposition correspondante de sa charte. Aux fins de l'article 51, dans le cas de cette ville, un propriétaire est une personne inscrite comme tel sur son rôle d'évaluation foncière le jour de l'adoption de la résolution mentionnée à cet article, et un locataire est une personne inscrite, à la même date, comme locataire sur sa liste électorale; s'il s'agit d'une personne physique, elle doit être majeure et de citoyenneté canadienne.

Transmis-
sion de ré-
solutions
et règle-
ments.

Dans la seule mesure nécessaire à l'application des dispositions mentionnées au premier alinéa, et non en vue de la procédure de consultation ou d'approbation prévue par le chapitre IV du titre I, la ville de Montréal doit transmettre des copies de ses résolutions et règlements et transmettre et publier des avis relatifs à ceux-ci, conformément à la présente loi.».

1971, c. 93,
aa. 44 à
46, 53, ab.

147. Les articles 44 à 46 et 53 de la Loi constituant le service de police de la Communauté urbaine de Montréal et modifiant de nouveau la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1971, chapitre 93) sont abrogés.

1977, c. 71,
aa. 11 à
15, ab.

148. Les articles 11 à 15 de la Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la Communauté urbaine de Montréal (1977, chapitre 71) sont abrogés.

Interpréta-
tion:

149. Aux fins des articles 150 à 189, on entend par:

«Loi»;

1° «Loi»: la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal modifiée par la présente loi;

«Loi ac-
tuelle».

2° «Loi actuelle»: la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal comme elle existait avant le 11 juillet 1982.

Fonctions
continues.

150. Les membres du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal, en fonction le 11 juillet 1982, continuent d'exercer leurs fonctions, aux postes qu'ils occupent au sein du comité, jusqu'à ce que tous les membres du comité nommés en vertu des articles 8, 82.3 et 101 de la Loi soient entrés en fonction.

Fonctions
continues.

151. Le président et le vice-président du Conseil de la Communauté urbaine de Montréal, en fonction le 11 juillet 1982, continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce que le président ou le vice-président du Conseil, selon le cas, soit nommé en vertu de l'article 101 de la Loi.

Remplace-
ment.

152. Si un membre du comité exécutif ou le président ou le vice-président du Conseil de la Communauté urbaine de Montréal, en fonction le 11 juillet 1982, cesse d'être membre du comité ou d'y occuper le poste de président ou de vice-président ou cesse d'être le président ou le vice-président du Conseil, avant l'échéance prévue par l'article 150 ou 151, il est remplacé jusqu'à cette échéance conformément à la Loi actuelle.

Nomina-
tions.

153. Au plus tard le 9 septembre 1982, le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal doit faire les nominations prévues par les articles 8, 11, 82.1 à 82.3 et 101 de la Loi.

Défaut
d'effectuer
les nomina-
tions.

À défaut pour le Conseil de faire une nomination dans le délai prévu par le premier alinéa, le gouvernement ou le ministre des

Affaires municipales peut la faire à sa place, selon qu'il s'agit du président du comité exécutif ou d'une autre personne.

Nomina-
tion après
délai.

Le deuxième alinéa n'empêche pas le Conseil de faire la nomination après l'expiration du délai mentionné au premier alinéa, si le gouvernement ou le ministre ne l'a pas fait à sa place.

Rémunéra-
tion et
allocation.

154. Sous réserve de l'article 155, jusqu'à ce que le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal fixe par règlement une rémunération et une allocation en vertu de l'article 19, 56 ou 101.6 de la Loi, celles fixées par le gouvernement en vertu de l'article 24, 56 ou 101 de la Loi actuelle continuent d'être versées, en tenant compte toutefois des articles 77j du Code municipal ou 65.12 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) et des articles 114 et 115 de la Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la démocratie et la rémunération des élus dans les municipalités (1980, chapitre 16).

Rémunéra-
tion du
président
du comité
exécutif.

155. Jusqu'à l'échéance prévue par l'article 154, le président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal reçoit de celle-ci, en plus de la rémunération et de l'allocation mentionnées à cet article, celles qu'il recevait, au moment de sa démission, de la municipalité dont il était membre du conseil et, s'il y a lieu, d'un organisme mandataire de celle-ci.

Rémunéra-
tion
permise.

156. Malgré les articles 20 et 21 de la Loi, un membre du Conseil de la Communauté urbaine de Montréal en fonction le 11 juillet 1982, s'il est nommé président du comité exécutif en vertu de l'article 8 de la Loi et tant qu'il le demeure, ne peut recevoir de la Communauté une rémunération et une allocation inférieures à la somme de celles qu'il recevait à cette date de la municipalité dont il était membre du conseil, d'un organisme mandataire de celle-ci et d'un organisme supramunicipal.

Mandat
continué.

La personne visée au premier alinéa n'est pas réputée cesser d'être président du comité exécutif à l'expiration de son mandat si elle est renommée à ce poste pour un mandat consécutif.

Interpréta-
tion.

157. Aux fins des articles 155 et 156, les mots «organisme mandataire d'une municipalité» et «organisme supramunicipal» ont le même sens qu'aux fins de l'article 65.12 de la Loi sur les cités et villes.

Pension
continué.

158. Une personne qui a été président, vice-président ou autre membre du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal avant le 11 juillet 1982 continue d'avoir droit à la pension fixée à son égard par le gouvernement en vertu de l'article 24 de la Loi actuelle.

Disposition applicable. Le premier alinéa s'applique également à une personne qui cesse d'être président, vice-président ou autre membre du comité exécutif après la date mentionnée au premier alinéa mais avant l'entrée en vigueur du règlement du Conseil de la Communauté fixant la pension en vertu de l'article 19 de la Loi.

Règlement sur la pension. Le règlement visé au deuxième alinéa doit prévoir, quant à une personne qui est le président, le vice-président ou un autre membre du comité exécutif à la date mentionnée au premier alinéa et à laquelle s'applique le règlement, une pension dont les conditions sont au moins aussi avantageuses que celles fixées à son égard par le gouvernement en vertu de l'article 24 de la Loi actuelle.

Application du décret. **159.** Jusqu'à ce que le gouvernement adopte le décret prévu par l'article 20 de la Loi, celui adopté en vertu de l'article 65.12 de la Loi sur les cités et villes s'applique au président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal comme s'il était membre du conseil d'une municipalité, sous réserve de l'article 156.

Appropriation de deniers. **160.** Pour l'exercice financier de 1982, le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal peut approprier, à même les deniers non autrement appropriés de son fonds général, des sommes suffisantes pour les fins prévues par l'article 25 de la Loi.

Présomption. Pour l'application de cet article, ces sommes sont réputées être des crédits prévus au budget.

Effet du règlement. **161.** Le règlement du Conseil de la Communauté urbaine de Montréal adopté en vertu de l'article 50 de la Loi actuelle continue d'avoir effet comme s'il avait été adopté en vertu de l'article 51 de la Loi, jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé.

Disposition applicable. **162.** Le troisième alinéa de l'article 52 de la Loi ne s'applique qu'au président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal nommé conformément à l'article 8 de la Loi.

Droit de vote. Il en est de même du droit de vote du président du comité exécutif mentionné à l'article 239 de la Loi.

Règlements, effets continués. **163.** Les règlements établissant les services de la Communauté urbaine de Montréal et le champ de leurs activités, ainsi que les fonctions de leurs directeurs non prévues par la Loi, adoptés en vertu des articles 103, 104, 125 et 132 de la Loi actuelle, continuent d'avoir effet comme s'ils avaient été adoptés en vertu des articles 103 et 104 de la Loi, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés.

Fonctions continuées. **164.** Le trésorier, le commissaire à l'évaluation et les autres directeurs de services permanents ou temporaires de la Commu-

nauté urbaine de Montréal, en fonction le 11 juillet 1982, continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés en vertu des articles 103 à 105, 190 ou 193 de la Loi, selon le cas.

Fonctions
continué.

165. Le secrétaire-général de la Communauté urbaine de Montréal, en fonction le 11 juillet 1982, continue d'exercer ses fonctions de secrétaire jusqu'à ce qu'il soit remplacé en vertu de l'article 103 de la Loi.

Fonctions
à titre in-
teriminaire.

De plus, sans occuper le poste de directeur général, il en exerce les fonctions à titre intérimaire jusqu'à ce qu'un directeur général soit nommé en vertu de l'article 103 de la Loi.

Tarif, effet
continué.

166. Le tarif adopté par le comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal en vertu de l'article 314 de la Loi actuelle continue d'avoir effet comme s'il avait été adopté en vertu de l'article 110.2 de la Loi, jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé.

Décret,
effet
continué.

Le décret du ministre des Affaires municipales adopté en vertu de l'article 91 de la Loi sur les cités et villes a effet à l'égard de la Communauté comme s'il avait été adopté en vertu de l'article 110.2 de la Loi. Toutefois, ce décret ne s'applique pas à l'égard du tarif mentionné au premier alinéa.

Caisse de
secours
maintenue
en exis-
tence.

167. Une caisse de secours établie et maintenue par la Communauté urbaine de Montréal en vertu de l'article 113 de la Loi actuelle, ou dont la Communauté a aidé à l'établissement et au maintien en vertu de cet article, continue d'exister comme si cet établissement ou ce maintien avait été fait ou cette aide fournie en vertu de l'article 113 de la Loi et avait reçu l'approbation du ministre des Institutions financières et Coopératives.

Règle-
ment, effet
continué.

168. Le règlement du Conseil de la Communauté urbaine de Montréal adopté en vertu de l'article 157 de la Loi actuelle continue d'avoir effet comme s'il avait été adopté en vertu de l'article 157 de la Loi, jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé.

Fonction
continué.

169. Le membre du Conseil de sécurité publique nommé par le gouvernement en vertu de l'article 165 de la Loi actuelle et qui est en fonction le 11 juillet 1982 devient membre de la commission de la sécurité publique et le demeure jusqu'à ce qu'il soit remplacé conformément à l'article 82.2 de la Loi.

Application
du décret.

170. Le décret du gouvernement adopté en vertu de l'article 173 de la Loi actuelle continue de s'appliquer à la personne visée à l'article 169 et à ses successeurs nommés en vertu de l'article 82.2 de la Loi, comme s'il avait été adopté en vertu de cet article, jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé.

171. Le secrétaire, le personnel et les conseillers du Conseil de sécurité publique nommés en vertu de l'article 177 de la Loi actuelle ne peuvent être destitués pour le seul motif de l'abolition du Conseil de sécurité publique. Ils ne peuvent être assujettis à des conditions de travail moins avantageuses que celles fixées à leur égard en vertu de cet article.

Destitution
non per-
mise.

172. Les décisions prises par le Conseil de sécurité publique en vertu des articles 178 à 180, 196 et 198 de la Loi actuelle continuent d'avoir effet comme si elles avaient été prises par le comité exécutif en vertu des articles 178, 178.1, 180, 196 et 198 de la Loi, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou abrogées.

Décisions
du Conseil
de sécurité
publique.

173. Une municipalité peut prélever et recouvrer une taxe basée sur la valeur locative imposée en vertu de l'article 221 de la Loi actuelle.

Taxe sur la
valeur
locative.

174. Le président-directeur général de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal et les autres membres de celle-ci, en fonction le 11 juillet 1982, continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés en vertu de l'article 241 de la Loi.

Fonctions
continues.

175. Jusqu'à ce que le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal fixe par règlement une rémunération et une allocation en vertu de l'article 243 de la Loi, celles fixées par le gouvernement en vertu de l'article 243 de la Loi actuelle continuent d'être versées.

Rémunéra-
tion et
allocation
continues.

176. Un membre de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, en fonction le 11 juillet 1982, ne peut recevoir en vertu du règlement visé par l'article 243 de la Loi une rémunération et une allocation inférieures à celles qu'il reçoit à cette date.

Rémunéra-
tion per-
mise.

177. Une personne qui a été membre de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal avant le 11 juillet 1982 continue d'avoir droit à la pension fixée à son égard par l'article 243 de la Loi actuelle ou par l'article 329 ou 330 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84).

Droit à la
pension.

Le premier alinéa s'applique également à une personne qui cesse d'être membre de la Commission après la date mentionnée à cet alinéa mais avant l'entrée en vigueur du règlement du Conseil de la Communauté urbaine de Montréal fixant la pension en vertu de l'article 243 de la Loi.

Disposition
applicable.

Le règlement visé au deuxième alinéa doit prévoir, quant à une personne qui est membre de la Commission à la date mentionnée au

Règlement
sur la
pension.

premier alinéa et à laquelle s'applique le règlement, une pension dont le montant est au moins égal à celui fixé par l'article 243 de la Loi actuelle.

Conjoint
survivant.

178. Le conjoint survivant d'une personne visée à l'article 177 a droit à la pension fixée à son égard par l'article 243 de la Loi actuelle ou 330 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84).

Disposition
applicable.

Le troisième alinéa de l'article 177 s'applique en l'adaptant à ce conjoint.

Tarif, effet
continué.

179. Un tarif établi en vertu de l'article 267 de la Loi actuelle continue d'avoir effet comme s'il avait été établi en vertu de l'article 267 de la Loi et approuvé par le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal, jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé.

Délai de
l'entente.

180. Au plus tard le 11 juillet 1983, la Communauté urbaine de Montréal et les municipalités de son territoire avec lesquelles elle n'a pas conclu d'entente en vertu de l'article 330 de la Loi actuelle doivent conclure une entente en vertu de l'article 330 de la Loi.

Défaut.

En cas de défaut, le gouvernement peut décréter le contenu d'une entente entre la Communauté et une telle municipalité. Ce décret a le même effet qu'une entente.

Effets
conservés.

181. De façon générale, à moins qu'il ne soit prévu autrement par la présente loi, un acte accompli en vertu de la Loi actuelle conserve ses effets, dans la mesure où ils ne sont pas inconciliables avec la Loi.

Effets
conservés.

Il en est de même pour les actes accomplis en vertu des dispositions abrogées par les articles 147 et 148.

Réparti-
tion du
coût des
voies laté-
rales.

182. La répartition du coût des voies latérales du Boulevard métropolitain entre les municipalités intéressées au sens de la Loi concernant le Boulevard métropolitain (1960-1961, chapitre 61), pour les exercices financiers 1962 à 1981, coïncide avec les montants payés à ce titre, au cours de cette période, par chacune de ces municipalités.

Réparti-
tion.

Pour les exercices financiers 1982 à 1985, cette répartition est celle prévue à l'annexe.

Paiement à
la Commu-
nauté
urbaine.

Une municipalité doit, au plus tard le 1^{er} février de chaque année mentionnée au deuxième alinéa, payer à la Communauté urbaine de Montréal le montant inscrit à l'annexe en regard de son nom. À défaut de paiement dans ce délai, les sections VI, VIII et IX de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) s'appliquent à la municipalité.

Emploi du surplus d'emprunt. Le trésorier de la Communauté peut utiliser un surplus d'emprunt contracté pour la construction du Boulevard métropolitain ainsi que les intérêts accrus sur ce surplus pour acquitter chaque année le montant du service de la dette des emprunts contractés aux fins du Boulevard métropolitain qui excède le montant payable par les municipalités en vertu de l'annexe et qui n'est pas acquitté par le gouvernement.

Différence répartie entre les municipalités. Si le quatrième alinéa ne permet pas d'acquitter entièrement le montant du service de la dette pour un exercice financier, chacun des montants mentionnés à l'annexe est augmenté pour couvrir la différence. Cette différence est répartie entre les municipalités selon le pourcentage mentionné à l'annexe en regard du nom de chacune.

Distribution du surplus. Le comité exécutif de la Communauté peut, sur rapport du trésorier, distribuer à chaque municipalité, selon le pourcentage mentionné à l'annexe en regard de son nom, un surplus d'emprunt contracté aux fins d'acquitter les dépenses faites pour la construction du Boulevard métropolitain ou de ses voies latérales, de même qu'un solde d'intérêt y afférent.

Dépenses réparties entre les municipalités. Une fois la distribution visée au sixième alinéa effectuée, si d'autres dépenses deviennent payables par la Communauté en rapport avec le Boulevard métropolitain, le comité exécutif les répartit entre les municipalités selon le pourcentage mentionné à l'annexe en regard du nom de chacune. Il en est de même d'une dépense additionnelle en rapport avec le Boulevard métropolitain et ses voies latérales qui devient payable par la Communauté après le 11 juillet 1982 et qui n'a pas été comprise dans la répartition mentionnée à l'annexe.

Interprétation: **183.** Dans une autre loi ou dans un règlement, une ordonnance, une résolution ou un autre document de la Communauté urbaine de Montréal ou concernant celle-ci:

«secrétaire-général»; 1° l'expression «secrétaire-général» signifie le directeur général ou le secrétaire de la Communauté, selon la compétence visée;

«commissaire à l'évaluation»; 2° l'expression «commissaire à l'évaluation» signifie le directeur du service de l'évaluation; et

«Conseil de sécurité publique». 3° l'expression «Conseil de sécurité publique» signifie le comité exécutif ou la commission de la sécurité publique, selon la compétence visée.

Présomption. **184.** Aux fins du paragraphe 2 de l'article 27 de la Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1981-1982 (1981,

chapitre 12), la Communauté urbaine de Montréal est et a toujours été une corporation municipale.

Effet.

185. Le deuxième alinéa de l'article 50 de la Loi et le cinquième alinéa de l'article 82.10 de la Loi, édictés respectivement par les articles 20 et 28, ont effet à compter du 1^{er} octobre 1982.

Interprétation.

186. L'article 45 ne doit pas être interprété comme signifiant que les dispositions qu'il abroge ont eu effet depuis le 19 juin 1975, sauf dans la mesure prévue par les articles 144 et 145 de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre 38).

Effet d'exception.

187. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Effet.

188. L'article 52 a effet depuis le 6 décembre 1978.

Articles déclaratoires.
Emprunt non invalide.

189. Les articles 95 à 99 et 117 à 121 sont déclaratoires.

Toutefois, le premier alinéa n'a pas pour effet d'invalider un emprunt non approuvé par le ministre des Affaires municipales, si la Loi actuelle ne requiert pas qu'il reçoive cette approbation.

Jugement et cause pendante.

190. Les articles 188 et 189 n'affectent pas un jugement rendu avant le 19 décembre 1981 ni une cause pendante à cette date.

Entrée en vigueur.

191. La présente loi entre en vigueur le 11 juillet 1982.

ANNEXE

*Répartition du coût des voies latérales
du Boulevard métropolitain*

	\$	%
Anjou	79 300	15,86
Baie d'Urfé	900	0,18
Beaconsfield	2 400	0,48
Dorval	16 100	3,22
Kirkland	32 400	6,48
Montréal	57 600	11,52
Montréal-Est	19 400	3,88
Mont-Royal	61 200	12,24
Pointe-aux-Trembles	44 000	8,80
Pointe-Claire	36 400	7,28
Sainte-Anne-de-Bellevue	3 600	0,72
Saint-Laurent	95 600	19,12
Saint-Léonard	51 100	10,22